

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :

Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI.

DIMANCHE 11.12

SEPTEMBRE

1976

Belgique 15 FB Suède : 2,25 KR
Portugal : 15 ESC Italie : 300 L
Grèce : 20 DR Suisse : 1 FS

Au Pays Basque après la mort d'un jeune ouvrier

LA GREVE S'ETEND EN GUIPUZCOA

De notre envoyé spécial,
le 10 septembre.

La mort du jeune ouvrier basque Jesus Maria Zabala, abattu mercredi par les balles de la Garde civile à Fuenterrabia, risque de limiter singulièrement les effets du discours, prononcé vendredi soir à la télévision, par Adolfo Suarez sur la réforme constitutionnelle.

Quelques minutes après qu'ait été connue la mort du jeune ouvrier des laminaires de Lesaca, la ville entière a pris le deuil. Les amis de Jesus Maria ont déposé Calle de la Marina, à l'endroit précis où il est tombé, son béret basque rouge.

En signe de deuil, tous les bars et les cafés baissèrent leurs rideaux et fermèrent.

Pendant ce temps, le gouverneur de la province et le conseil municipal devaient suspendre le dîner de gala qu'ils devaient donner pour les fêtes de Fuenterrabia. Une centaine de personnes s'était rassemblée pour exiger des explications sur l'attitude des forces de l'ordre. Le gouverneur, embarrassé dans ses explications, commença par nier que les brigades anti-émeutes aient participé aux événements, puis le reconnut, puis se reprit. Finalement, il devait se déclarer prêt à autoriser une manifestation de protestation contre la mort de Jesus Maria, convoquée pour le lendemain soir, jeudi.

Dès jeudi matin, tous les balcons de Fuenterrabia étaient couverts de draps blancs et de crêpe noir. « EN SIGNE DE DEUIL. Calle de la Marina, sur le lieu où était tombé Jesus Maria, un petit tertre était érigé, recouvert du drapeau basque.

Toute la journée devaient défiler devant le tertre plusieurs milliers de personnes, beaucoup déposant une fleur ou un bouquet au pied de la petite croix de bois dressée à la hâte. A 11 heures du matin, plusieurs centaines de personnes se regroupaient devant la mairie où se tenait une réunion extraordinaire. Finalement le conseil municipal décidait de démissionner à l'unanimité. Il décidait également de suspendre les fêtes de Fuenterrabia et d'appeler à la manifestation de protestation qui devait avoir lieu en début de soirée.

En milieu d'après-midi, le gouverneur revenait sur sa décision et interdisait la manifestation. Dès six heures du soir, l'affluence des convois de la Garde civile faisait de la petite ville basque une ville en état de siège. Calle de la Marina, à 7 heures du soir, la Garde civile dispersa en tirant des balles de caoutchouc les centaines de personnes réunies et démolit à coups de pieds rageurs le petit tertre. Quelques dizaines de personnes entreprirent alors de le reconstruire. Il fallut l'intervention du maire pour éviter que la situation dégénère.

Jeudi, des arrêts de travail eurent lieu dans tous les commerces et les usines de Fuenterrabia et des villes avoisinantes. Les 600 ouvriers de l'usine Astilleros Luzuriaga, décidèrent de sortir en manifestation et se heurtèrent violemment avec les forces de l'ordre. Dans la journée de vendredi la grève s'étendait à toute la province de Guipuzcoa.

Le 1er ministre sud-africain, Vorster réunit son parti pour annoncer des réformes

LES RACISTES RECULENT

*La révolte des métis fait tache d'huile
Kissinger en Afrique du Sud lundi*



Ainsi donc, selon des sources bien informées, Vorster ferait le « forcing » prochainement au sein du parti, le Parti Nationalist, et proposerait un train de réformes ayant trait au système d'apartheid. Annoncées avec un préavis considérable, ces mesures, la citoyenneté à part entière pour les métis et les indiens et un aménagement de l'apartheid pour les noirs, Vorster ne devrait pas connaître de difficulté majeure pour recevoir le feu vert de son parti, pour leur mise en application.

Car à l'évidence, à l'heure où les émeutes de métis et de noirs font tache d'huile l'urgence de telles concessions ne fait plus aucun doute pour la majorité des membres du Parti national. D'autant qu'en aucun cas l'on ne doit s'attendre à ce que le premier ministre mette en cause les règles fondamentales de l'apartheid.

Diviser pour régner, telle est la vieille devise de la bourgeoisie sud-africaine en ce domaine. On la retrouve dans les propositions futures de Vorster. Si en effet apparaît évidente la tentative de s'allier les métis et les indiens, en revanche à l'égard de la communauté noire la vieille politique ségrégationniste reste de rigueur. La politique des bantoustans, pierre angulaire du système, ne sera pas touchée, mais au contraire affinée, « poussée dans ses ultimes conséquences ». L'octroi au bantoustan du Transkei d'une « indépendance » Le 26 octobre prochain l'illustre à merveille. Mariages mixtes, ouvertures des zones résidentielles blanches aux noirs ; il n'en est pas question. Tout au plus supprimera-t-on des règles tombées en désuétude comme les ascenseurs pour noirs ou blancs.

Il n'en reste pas moins que la manœuvre de Vorster peut rencontrer quelques succès. L'octroi d'un nouveau statut de citoyen aux 2 millions de métis et aux 700 000 indiens permettrait de porter à 7 millions, contre 18 millions de noirs, le chiffre de la minorité non-bantoue. Si l'on sait que le chiffre des noirs vivant hors des bantoustans est de l'ordre de 9 millions on s'aperçoit que la parité numérique est presque atteinte.

Mais là où les calculs machiavéliques des racistes seront faussés, c'est que la majorité de la population métisse et indienne continueront de subir l'arrogance, l'exploitation et l'oppression des racistes blancs. L'alliance spontanée qui s'est manifestée ces derniers mois entre les différentes communautés atteste pour beaucoup de métis, de la perte définitive d'illusions dans le régime. Vorster ne gommara pas de la mémoire des métis, les dizaines de morts récemment mitraillés par la police fasciste.

F. Tenaille

LA CHINE, UNANIME, SE RECUEILLE

*Hua Kuo Feng, l'actuel premier ministre
prononcera l'éloge funèbre dans 8 jours*

lire page 2 et 3

Il y a 3 ans le 11 septembre N'OUBLIONS PAS LE CHILI

lire page 12

A Besançon vendredi et samedi

REUNION DE LA « COORDINATION DES LUTTES » DANS L'USINE LIP OCCUPEE

de nouvelles entreprises participent aux travaux de la « coordination »
délégations CGT et CFDT, délégations unitaires, travaillent dans un climat sans sectarisme

lire page 8

A PEKIN

IL REGNE UN CALME TOTAL

Le choc de l'annonce du décès du président Mao Tse-Toung semble s'être un peu estompé vendredi matin à Pékin où la population vaque presque normalement à ses occupations. L'atmosphère est grave, mais la douleur profonde perçue jeudi après-midi est beaucoup moins visible.

Dans la ville, où règne un calme total, on ne peut observer de mesures de sécurité particulières autour des bâtiments publics ou un renforcement notable des forces de l'ordre.

Depuis le début de la matinée, les chinois ont assailli les kiosques à journaux et les multiples points de vente du

« Quotidien du Peuple » installés un peu partout dans la capitale spécialement à cette occasion, mais ils font la queue dans la discipline la plus totale.

L'organe du PCC a consacré vendredi toute sa première page à un portrait géant du président Mao encadré de noir portant l'inscription suivante : « *Le Président Mao Tse-Toung, notre grand dirigeant et notre grand éducateur vivra éternellement* ».

Sur la place Tien An Men, au centre de Pékin, des jeunes gens et jeunes filles, des étudiants semblent-il, des ouvriers en bleu et casquette, des soldats, brassard noir et portant un chrysanthème blanc sur la

chemise ou la veste, ont commencé à défilé au pied du monument aux « héros du peuple ».

Face au portrait géant du président Mao, entouré de crêpe noir à gros pompoms et de rubans jaunes de la grande porte Tien Men, des jeunes gens et jeunes filles viennent s'incliner respectueusement et pleurent à grosses larmes sous le regard de plusieurs dizaines de badauds qui les observent silencieusement sans se joindre à eux.

La circulation est pratiquement normale sur la grande avenue Chang, l'avenue de la paix éternelle, qui traverse Pékin. Beaucoup ont orné leur véhicule

de grosses fleurs de papier blanc en signe de deuil.

A l'intérieur du grand palais du peuple où à partir de demain, samedi, les grands dirigeants du parti de l'Etat et de l'armée, ainsi que les cadres et les représentants de toute la nation défilent devant la dépouille de Mao, les préparatifs se poursuivent. Dans toutes ces unités, on prépare les couronnes mortuaires qui seront dédiées par dizaines de milliers au grand dirigeant disparu.

En effet, la cérémonie prévue, après 9 jours de deuil, pour le 18 septembre sera sans doute la plus importante jamais organisée depuis la prise du pouvoir en 1949. Un gigantesque rassemblement d'hommage funèbre se déroulera place Tien An Men et un haut dirigeant chinois, sans doute Hua Kuo-feng, vice-président du Parti et Premier ministre prononcera l'éloge funèbre devant plusieurs centaines de milliers de personnes...

Au même moment, dans toute la Chine, plus de 800 millions d'hommes et femmes s'arrêteront brusquement de travailler pour se recueillir pendant trois minutes. De grandes cérémonies, identiques à celle de la place Tien An Men se dérouleront dans toutes les localités de Chine.

Correspondant AFP
Georges Biannic



Mao et Chou en Lai (Gamma)

Le Comité Permanent du bureau politique du PCC ne compte plus que 2 membres sur les 9 élus après le X^e Congrès (1973)

Mao Tse-Toung était Président du comité central du parti communiste chinois, président de la commission militaire du PCC. Il était par ailleurs membre du comité permanent du bureau politique qui est l'exécutif du PCC.

Aujourd'hui, sur les neuf membres que comptait le comité permanent du bureau politique mis en place à la suite du X^e Congrès (Août 1973), il n'en reste que deux : Wang Hung-wen et Chang Chun-Chiao (tous deux membres du groupe de Shanghai, représentant de « l'aile gauche » de l'appareil)

- cinq sont morts : Mao Tse-Toung, Chu Teh, Chou En-Lai, Kang Cheng et Tong Pi-Wu.
- un a été écarté : Li Teh-Shong
- un a été destitué : Teng Hsiao-Ping

Jusqu'à présent, aucun des postes vacants n'a été comblé, en raison des divergences au sein de l'équipe dirigeante, rendant pour le moins malaisé un accord des différentes fractions du parti sur les éventuels remplaçants.

La liste des membres des autres organes centraux du Comité Central est la suivante :

Vice-présidents : MM. Hua Kuo-feng, Wang Hung-wen, Yeh Chien-ying, Li Teh-sheng ;

Membres du bureau politique : Wang Hung-wen, Wei Kuo-ching, Yeh Chien-ying, Liu Po-cheng, Mme Chiang Ching, MM Hsu Shih-yu, Hua Kuo-feng, Chi Teng-kuei, Wu Teh, Wang Tung-hsing, Chen Yung-kuei, Chen Hsi-lien, Li Hsien-nien, Li Teh-sheng, Chang Chung-Chiao, Yao Wen-yuan ;

Membres suppléants du bureau politique : MM Wu Kuei-hsien, Su Chen-hua, Ni Chih-fu, Siafundin ;

Quelques livres sur Mao

La tragédie de la révolution chinoise ; Harold Isaac
Histoire du Parti Communiste chinois. Guillermaiz(Poche Payot en 2 Volumes)
Le Parti communiste chinois au pouvoir (bibliothèque historique Payot)
Les origines de la révolution chinoise. Lucien Blanco (gallimard 1967)
Le parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle. Livio Maitan (Maspéro-livres rouges)
Revo-cul dans la Chine Pop. (10/18)

et la révolution chinoise

La longue révolution et la Chine en marche. E.Snow (Stock)
Les habits neufs du président Mao (Champ Libre 1971)
La deuxième révolution chinoise. KS Karol
Etoile Rouge sur la Chine. E. Snow (Stock 1965)
Mao et la révolution chinoise. Jérôme Chen (Mercure de France 1968)
Sorti récemment au Seuil : Regards froids sur la Chine (collection P)
J'étais garde rouge à Shanghai par Roland Martin

LIRE MAO

Lire Mao est évidemment indispensable à qui veut connaître la révolution chinoise. Ce n'est pourtant pas aussi aisé que cela le paraît. Les écrits de Mao publiés par les éditions en langues étrangères de Pékin présentent en effet quelques « Lacunes » forts désagréables. Les quatre tomes déjà publiés ne comptent aucun document d'après la victoire, ni, d'ailleurs, d'avant 1926. Le style, souvent « fleuri » et impertinent de Mao, a été expurgé. Surtout, les écrits ont été revus et corrigés pour en assurer à posteriori l'orthodoxie. Mao parlait-il il y a quarante années de l'alliance ouvrière et paysanne ? L'édition officielle rajoutera, empressée, « sous direction du prolétariat », absent de l'original. L'édition du même texte, à une décennie d'intervalle, subira les vicissitudes des luttes fractionnelles : de nombreuses allusions élogieuses à l'égard de Liu Shao-shi que l'on trouve encore dans le tome trois des « Oeuvres Choies » publiées aux éditions sociales en 1956 ont disparues dans le tome quatre des Oeuvres publiées à Pékin en ... 1968.

Fort heureusement, une série de publications « non officielles » ont permis de combler partiellement ces « lacunes » et atténué la dépendance du lecteur à l'égard de la conception toute particulière qu'a de l'histoire la direction maoïste. Un très grand nombre de documents - écrits et discours - ont été reproduit par les Gardes Rouges durant la révolution culturelle. Si l'exactitude des transcriptions n'est pas toujours garantie, leur authenticité ne fait guère de doute.

Les éditions du Cerf ont commencées la publication intégrale de tous les textes postérieurs à la victoire qui sont parvenus en occident. Le premier tome couvre la période 1949-1958. Ce recueil, en langue française, est irremplaçable et indispensable pour suivre l'évolution et saisir l'originalité de la pensée de Mao. Le livre de poche publié en Angleterre par S. Schram comprend, lui des textes de la période 1956-1971. Il permet donc de compléter l'actuelle édition française. Enfin, dans le domaine économique où Mao ne s'aventure que rarement, les documents présentés au Seuil par Hu Chi-hsi méritent que l'on s'y rapporte.

Quand aux textes antérieurs à la prise de pouvoir, on en trouvera de nombreux extraits non expurgés dans le « Mao Tse-toung » de Schram publié chez Armand-Colin. Outre une étude synthétique de la pensée de Mao, cet ouvrage comporte de nombreuses notes adjointes aux textes exposant les « corrections » apportées ultérieurement (notamment en 1951) aux originaux.

- « Mao Tse-toung » textes 1949-1958, éditions du Cerf, 1975.
- « Mao Tse-toung et la construction du socialisme », Hu Chi-hsi, Seuil, 1975.
- « Mao Tse-toung unrehearsed », S. Schram, Penguin Books, 1974.
- « Mao Tse-toung », S. Schram, A. Colin, coll ; U, 2ème édition, 1972.
- « Mao Tse-toung Oeuvres Choies », Pékin, 1968, édition en langues étrangères, 4 volumes
- Textes principaux : Rapport sur l'enquête menée dans le Yunan à propos du mouvement paysan (mars 1927)
- Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine (janvier 1930)
- De la pratique : la liaison entre la connaissance et la pratique, entre la connaissance et l'action (juillet 1937)
- De la contradiction (août 1937)
- La démocratie nouvelle (janvier 1940)

REACTIONS INTERNATIONALES

Washington : Henry Kissinger a estimé que la mort du président Mao Tse-Toung ne devrait pas modifier fondamentalement les relations sino-américaines. « *Nous considérons notre ouverture vers la Chine comme l'un des éléments les plus importants de notre politique étrangère* » a-t-il souligné.

Santiago du Chili : La junte militaire chilienne a exprimé à l'ambassadeur de Chine à Santiago ses condoléances pour le décès du président Mao.

Buenos-Aires : Le général Jorge Rafael Videla a fait part, dans un message au premier ministre chinois, des « *sincères condoléances du peuple argentin et de son gouvernement pour la mort du président Mao-Tsé-Toung, homme d'Etat éminent* ».

Le Caire : L'Egypte observe un deuil de sept jours depuis hier jeudi à l'occasion du décès du président Mao. « *Les pays du tiers monde ont perdu un grand leader qui a sacrifié sa vie pour son peuple* » affirme un communiqué.

Damas : Le chef d'Etat, le général Hafez El Assad a exprimé sa « *profonde douleur à la suite du décès du président Mao-Tsé-Toung dont le nom sera éternel dans l'histoire* ».

Beyrouth : M. Yasser Arafat, leader de l'OLP, a affirmé à Beyrouth que « *le peuple palestinien porte un profond respect à ce dirigeant qui, depuis le début, s'est placé du côté de la révolution palestinienne* ».

Belgrade : Le président Tito s'est déclaré « *profondément ému* » par la mort du président Mao. « *Il a consacré sa vie à la création de la Chine moderne. Sa mort est une perte irréparable pour la Chine et pour tout le monde progressiste* ».

Bucarest : M. N. Ceausescu, chef du Parti Communiste et de l'Etat roumain salue dans un télégramme la mémoire du président Mao ; dans sa conclusion, le message exprime la conviction que « *la collaboration et la solidarité entre les deux partis et les deux pays se renforcera et se développera toujours davantage à l'avenir* ».

Vientiane : Le quotidien officiel lao-tien « *Sieng Passong* » reproduit en dernière page et sans commentaires le communiqué officiel chinois accompagné d'un portrait du président Mao.

Hanoi : L'ensemble de la presse vietnamienne a titré sur plusieurs colonnes « *Le président Mao a quitté ce monde* ». Les trois principaux quotidiens de Hanoi publient les nouvelles officielles diffusées par l'agence « *Chine Nouvelle* » et un portrait identique encadré de noir. Ils se gardent tous les trois de se livrer à un quelconque commentaire.

Bangkok : Le Cambodge démocratique a décrété un deuil national de six jours pour rendre hommage au président Mao. Tous les drapeaux seront mis en berne.

Tirana : Un message de condoléances publié jeudi par l'agence « *Ata* » rend un vibrant hommage au « *grand dirigeant du peuple chinois frère* » et au « *ferme combattant contre les ennemis du marxisme-léninisme, avec à leur tête les révisionnistes khrouchtchéviens* ».

AFP



La politique extérieure chinoise jusqu'à la révolution culturelle

UN ANTI-IMPERIALISME RADICAL

● Et une impulsion aux luttes révolutionnaires

Mao Tsé Toung n'a pas joué dans l'animation de la diplomatie chinoise le rôle de premier plan qui fut le sien dans la direction politique du Chou En lai, formé au communisme en Europe Occidentale, habitué aux conférences internationales, s'était imposé comme le porte-parole de la République Populaire dans l'arène mondiale. Mao pour sa part, n'avait quitté la Chine, pour la première fois qu'en 1950 afin de se rendre en URSS et y négocier durement avec Staline. Il est celui qui a « sinisé » le marxisme. Plus encore qu'un Ho-Chi-Minh dont l'activité internationale avait été considérable, Mao fut l'homme d'une révolution.

Mais cette révolution victorieuse avait une trop grande part mondiale pour confiner l'écho du maoïsme aux frontières de l'ancien empire du Milieu. Et la politique extérieure de la Chine ne fut pas celle d'un homme, Chou, mais celle de la direction du PC et de l'Etat. Mao en partage la responsabilité, pour le meilleur et pour le pire.

L'évolution de la politique étrangère d'un régime reflète les modifications intervenus dans la situation mondiale. Elle résume aussi sa politique d'ensemble ; et il vaudrait de vouloir séparer radicalement le jugement porter sur la politique intérieure maoïste et celui de la diplomatie pékinoise. Dès les premières années, les carences et les limites de l'orientation de la direction chinoise apparaissent clairement liées aux contours programmatiques du maoïsme, et non seulement aux difficultés objectives auxquelles la révolution doit faire face. La dégénérescence de l'Internationale Communiste, sous Staline, a détruit la tradition proprement internationaliste du mouvement ouvrier mondial. Jamais la direction chinoise ne s'opposera frontalement à la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Elle continuera de voir dans la direction soviétique, malgré le conflit qui l'a opposé à Staline, une partie du mouvement révolutionnaire. Les déformations bureaucratiques du jeune Etat ouvrier chinois pèsent aussi sur sa politique extérieure : l'identification prononcée du Parti et de l'Etat interdit de séparer clairement diplomatie gouvernementale et politique du PCC.

Opportunisme mais ferment révolutionnaire

L'orientation droitiste n'est en conséquence jamais - ou presque - absente de la diplomatie chinoise. Des liens politiques privilégiés seront toujours maintenus avec la dictature pakistanaise, qui, très tôt, défend le principe de l'entrée de la RPC à l'ONU. De même, la direction

chinoise acceptera de jouer le jeu de la « détente » en 1954, durant les négociations de Genève sur le Vietnam qui frustreront les combattants indochinois d'une partie de leur victoire. Et en 1955, Chou En-lai défendra à Bandung le « neutralisme » dans le tiers-monde et les 5 principes de la coexistence pacifique. Mao lui-même couvrira de son autorité des expériences et orientations qui aboutiront au désastre, comme en Indonésie en 1965.

Il serait pourtant erroné de ne voir dans la politique internationale de la Chine depuis 1949 que continuité dans l'opportunisme — même si l'on excepte « l'intermède » de la révolution culturelle. La place d'ensemble de la Chine dans le mouvement ouvrier mondial s'est en effet profondément modifiée, en conséquence de l'évolution de la situation intérieure chinoise. Pendant plus de deux décennies, par delà ses déformations bureaucratiques, le régime maoïste a su jouer un rôle de ferment révolutionnaire. C'est notamment le cas durant la période la « guerre froide » et celle du conflit Sino-soviétique.

La victoire de la révolution chinoise donne un coup de fouet aux luttes de libération dans la région ; elle transforme les conditions de la lutte en Indochine. Elle contribue à briser l'encerclement de l'URSS par les pays impérialistes. La direction maoïste cherche certes avant tout à résoudre ses difficultés intérieures. Mais cela ne l'empêchera pas d'intervenir — quoiqu'il lui en ait sans doute coûté — de façon décisive dans le conflit coréen pour rejeter les américains au-delà du 38^{ème} parallèle.

Dès les débuts de la querelle sino-soviétique, la direction maoïste s'affirme comme une critique gauche de la politique néostalinienne. A la fin des années cinquantes, elle encouragera la reprise des combats au Vietnam, alors que les soviétiques temporisent. Elle opposera progressivement un anti-impérialisme radical à la « détente » avec les USA. Son soutien se développera notamment en direction des guérillas du Sud-est asiatiques et de la lutte des peuples du Moyen Orient, de la Palestine au Dhofar. La dénonciation de la « coexistence pacifique » à la mode Krouchtchevienne recevra un profond écho dans le mouvement ouvrier international. Des scissions de gauche s'opèrent au sein du mouvement communiste tandis que les mouvements de libérations tournent de plus en plus leurs regards vers Pékin, qui devient la « deuxième capitale » du communisme. Le monolithisme stalinien est définitivement brisé. L'onde de choc de la révolution culturelle n'en sera que plus puissante, et la Chine joue un rôle actif dans l'émergence de nouvelles Avant-gardes dont l'internationalisme est notamment réveillé par les manifestations de soutien au Mai 68 français tenue dans les villes chinoises.

Cette place qu'ont pu occuper la révolution chinoise et la direction

Cette place qu'ont pu occuper la révolution chinoise et la direction maoïste mettent d'autant plus en lumière la gravité du tournant pris dans les années 1970, 1971 et de la diplomatie pékinoise actuelle.

Pierre Rousset
Prochainement : la politique extérieure chinoise après la révolution culturelle.



Mao et les gardes-rouges (Gamma)

Le silence de l'URSS

attention maoïsme

Un lourd silence pèse toujours en URSS (et par conséquent dans les autres pays de l'Est) sur la mort de Mao. Celle-ci a été annoncée aux soviétiques par un bref communiqué, sans aucun commentaire. Pourtant les bureaucrates à pelisse du Kremlin devraient se réjouir de la mort du « renégat » « trompeur et exploiteur du grand et honorable peuple chinois », puisqu'ils avaient toujours pris soin de dissocier Mao et les Chinois. Toute la responsabilité de la rupture sino-soviétique, ainsi que des très mauvaises relations entre la Chine et l'URSS aujourd'hui ont toujours été imputées à Mao, présenté comme le seul obstacle à une réconciliation entre les deux pays. D'où, si les relations ne s'améliorent pas, il faudra trouver une autre théorie.

La prudence soviétique est le reflet de son attentisme devant la lutte de tendance qui ne va pas manquer de s'exacerber en Chine, et qui ouvrira peut-être la possibilité pour le Kremlin d'influer sur la politique chinoise. Des ouvertures dans le sens de la détente avaient déjà été faites par Brejnev. Il ne s'agit pas bien entendu de réconciliation, la peur du « péril jaune », largement distillé dans la population soviétique, étant bien trop utile pour l'instant à la bureaucratie comme repoussoir.

S.B

DE NOUVELLES REACTIONS EN FRANCE

LE PCF

Dans le message du comité central du Parti communiste français au PC Chinois les dirigeants du PCF déclarent que « longtemps et souvent nos partis et nos peuples se sont retrouvés dans le même combat » ajoutant qu'ils regrettent « les divergences qui ont surgi tant sur les problèmes internationaux que sur les conceptions mêmes du socialisme ». « Ce ne fut pas de notre fait et ce ne fut pas dans notre désir », déclare le PCF à ce sujet.

Le message se conclut ainsi « Au moment où disparaît le président Mao Tsé-toung, nous ne voulons retenir que le souvenir du rôle prestigieux qu'il a joué, de nos luttes communes et de notre solidarité ».

Les dirigeants communistes français souhaitent ardemment que le « Parti communiste et le peuple chinois mènent avec succès la construction du socialisme, luttent pour la paix, l'indépendance des

peuples dans l'amitié et la coopération avec tous les partis communistes et toutes les forces anti-impérialistes du monde. »

Fédération anarchiste

Mao est mort, celui qui dirigea et inspira pendant plus d'un quart de siècle la Chine de sa pensée, oubli de méditer la réponse de Proudhon à Marx : « ... Parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion, cette religion fut-elle la religion de la logique, la religion de la raison... ».

Car Mao ne fit que chapeauter une libération qui fut menée par le peuple qui aspirait à son émancipation. Le réveil de la Chine et la prise de conscience du peuple chi-

nois sont dus beaucoup plus à Sun Yat Sen qu'au défunt Mao qui ne sut que se faire le despote d'un nouveau totalitarisme érigé au nom du peuple où les camps de concentrations sont appelés « école de rééducation » et qui accapare une fois de plus la confiance et la puissance de 800 millions d'êtres humains, endoctrinés et, ne pouvant exprimer leurs véritables aspirations.

La Chine sous Mao était une dictature, ses successeurs, en son nom, vont démontrer, une fois de plus que la fin d'un dictateur ne signifie pas la fin de la servitude pour le peuple.

La Fédération Anarchiste rappelle qu'aucune pensée, aussi élaborée fut-elle, n'est universelle ni digne de dévotion et que le peuple a la capacité de s'administrer et de gérer lui-même son économie sans céder ou déléguer son pouvoir à une quelconque oligarchie fut-elle établie en son nom.

Le rassemblement devant l'ambassade de Chine populaire

Près de deux cents personnes se sont rassemblées ce jeudi soir, à 19 H, devant l'ambassade de Chine à Paris, pour rendre un hommage silencieux à Mao Tsé Toung.

Ce rassemblement était organisé à l'initiative de deux organisations Marxistes-léninistes pro-chinoises réunies autour des journaux L'Humanité Rouge et Le Quotidien du Peuple.

Une délégation a été reçue par un représentant de l'ambassade a présenté ses condoléances. Pour évoquer la mémoire du grand « timonier », les personnes rassemblées portaient de



grandes pancartes avec le portrait du président encadré de noir. Le drapeau de l'ambassade était en berne et le personnel présent portait un brassard de crêpe noir.

AFP

ARGENTINE

Une vague de grèves frappe l'industrie

La grève qui a éclaté en début de semaine à la General Motors de Buenos Aires (voir Rouge de mercredi) semble avoir été le signe annonciateur d'une vague qui s'étend à d'autres secteurs. Le gouvernement militaire argentin a promulgué mercredi une loi frappant la grève de peines pouvant atteindre six ans de prison. Le climat social ne s'en est pas pour autant calmé.

Les travailleurs de l'automobile et de la métallurgie de la banlieue de Buenos Aires ont lancé un mouvement de grève pour protester contre le taux d'augmentation des salaires imposé par le gouvernement. Ce taux de 12 % est jugé insuffi-

sant, si l'on considère la baisse radicale du pouvoir d'achat.

Les usines General Motors et Chrysler sont paralysées et des grèves larvées se déroulent à Ford et Fiat ainsi que Mercedes Benz.

Des tensions sont également signalées dans les raffineries de pétrole de La Plata. Des arrêts de travail ont d'autre part eut lieu dans une centrale électrique de Puerto Nuevo ; dans cette ville les employés de la préfecture navale ont séquestré une vingtaine de cadres. L'agitation sociale semble aussi frapper la région de Cordoba selon la presse argentine.

les perspectives de la gauche

Nous publions ci-dessous le dernier article de nos camarades du Parti socialiste des travailleurs (organisation sympathisante de la IVe Internationale en Argentine) sur la situation en Argentine et la défense des prisonniers politiques.

La mobilisation ouvrière qui s'opposa au dernier gouvernement péroniste montra clairement l'effondrement de toute la structure corporatiste et politique du mouvement national qui domina durant trente ans la vie politique en Argentine.

La division de la puissante bureaucratie syndicale - la colonne vertébrale du mouvement comme disait Peron - permit de voir apparaître une avant-garde ouvrière, direction alternative potentielle, dont la réalité se concrétisa dans la grève générale contre le gouvernement péroniste, pour la première fois depuis trente ans. Cette lutte fut organisée à travers des organismes appelés « coordinadoras » (coordinations) qui se développèrent dans les principaux centres industriels du pays, comme Cordoba, Rosario et Buenos Aires. Ainsi les possibilités semi-insurrectionnelles arrivèrent à la ceinture industrielle qui entoure la capitale fédérale, selon un cercle similaire à celui qui amena au Cordobazo en 1969 (grève semi-insurrectionnelle à Cordoba). Notre parti fut un des principaux animateurs de ces coordinations - mais pratiquement toutes les forces de gauche y étaient également représentées.

Les erreurs de l'extrême-gauche

Nous aimerions donner notre opinion, bien que de façon synthétique, sur la politique et les perspectives de ces courants politiques, principalement les organisations armées et le Parti communiste.

Depuis 1967 nous luttons contre la conception petite-bourgeoise qui veut qu'une élite de camarades décidés pourrait, avec sa lutte armée, non seulement se substituer mais également imposer une méthode de lutte et une perspective de lutte que les masses ne sentaient pas, et ne sentent toujours pas aujourd'hui, comme les leurs.

Il faut aujourd'hui tirer un bilan catastrophique, et il ne faut pas hésiter à dire que cette politique a été criminelle. Cette politique amena à l'isolement et au désespoir. Elle suivait la stratégie du « foco » afin de créer des zones libérées et de se faire reconnaître internationalement : c'est ce que le PRT/ERP (Parti Révolutionnaire des Travailleurs/Armée Révolutionnaire du Peuple) tenta de faire à Tucuman ; il pratiqua et pratiqua la lutte armée urbaine, sous ses différentes formes, y compris le terrorisme individuel.

L'organisation guerillériste la plus nombreuse, les Montoneros, a mis en permanence sa politique au service des différentes tendances du patronat argentin. Ainsi, par exemple, ils votèrent pour Campora, ensuite pour « le génial dirigeant » Peron qui se présentait avec Isabel comme co-listière. Après avoir décidé d'entrer dans la clandestinité, ils continuèrent à jouer à s'allier avec les différents secteurs « progressistes » du patronat argentin. La stratégie des Montoneros ne changeait pas : il s'agissait de la lutte armée au service d'une tendance patronale.

L'unité d'action nécessaire

Actuellement, avec les camarades des Montoneros, nous affrontons un ennemi commun : la dictature du général Videla. Ceci met à l'ordre du jour la nécessité de l'unité d'action afin de stimuler la relance du mouvement ouvrier et lutter contre le gouvernement militaire. D'un autre côté, le Parti communiste a montré une fois de plus sa politique contre-révolutionnaire en entérinant le coup d'Etat du 24 mars. Le PC fit une déclaration publique saluant le coup des militaires face à ce qu'il qualifiait une grave crise morale, sociale et politique du pays. Il avait

voté la formule Peron-Isabel fidèle à sa politique front populiste. Actuellement il continue en distinguant deux ailes dans le gouvernement : l'aile progressiste de Videla-Viola et l'aile réactionnaire dirigée par le général Menendez de Cordoba.

Dans la presse soviétique le coup d'Etat ne fut pas censuré mais au contraire salué avec modération et espoir. La raison fondamentale de cette attitude de l'Union Soviétique, du PC argentin et du fait que la Junte militaire ait seulement « suspendu » le PC réside dans le fait que l'Union Soviétique est aujourd'hui le principal client de l'Argentine.

La situation politique actuelle nécessite impérativement l'unité d'action de courants politiques et syndicaux qui ont comme objectif la lutte contre la dictature militaire.

D'un autre côté, le fait que la gauche argentine soit plongée dans une crise profonde qui l'empêche de profiter du processus de « dé-peronisation », permet aux trotskistes d'utiliser à fond l'espace politique produit par cette « dé-peronisation ». Notre parti s'est attaché à cette tâche, malgré les immenses difficultés causées par l'action répressive du régime militaire.

Julio Mendoza

représentant du Parti socialiste des Travailleurs à l'extérieur

LES SYNDICATS BRITANNIQUES POUR UN EMBARGO TOTAL SUR LES VENTES D'ARMES EN AFRIQUE DU SUD ET EN ARGENTINE

Le Congrès des Trades Unions britanniques a débattu jeudi à Brighton de la situation en Afrique du Sud et en Argentine. Les congressistes, à l'unanimité, ont exigé la cessation des investissements britanniques en Afrique du Sud, un embargo total sur les armes et une aide accrue aux mouvements de libération.

AFRIQUE DU SUD

Les émeutes font tâche d'huile

A quelques jours du voyage de Kissinger en Afrique, qui attend le feu vert de William Schauffele envoyé des Etats-Unis à la Conférence africaine de Dar es Salaam, les manifestations de mépris font tâche d'huile dans la province du Cap. Les quinze cités qui entourent le grand port du Cap ont connu de très violents affrontements au cours desquels conformément aux directives reçues, la police a ouvert le feu.

Le bilan des victimes est très important bien que maquillé par les autorités. Des sources bien informées font état d'au moins 20 morts pour la seule journée de jeudi et des dizaines de blessés graves. Quant au journal « Le Cap », il chiffre à 260 le nombre des personnes arrêtées dont 7 journalistes, chiffre très certainement bien en-dessous de la réalité.

Mercredi les émeutes avaient déjà fait 12 morts dans la province. Les brigades spéciales anti-émeutes constamment débordées ripostent de plus en plus par des tirs de balle après avoir initialement tenté de disperser aux grenades lacrymogènes ou à la chevrotine, des foules d'autant plus mobiles qu'on ne peut aisément les « verrouiller » à l'intérieur de la ville - dortoir comme à Soweto.

Suite de la première page

Ce vendredi des émeutes ont repris à Athlone, Eerste River, Lavender, Ravensmead et dans les villes satellites africaines de Langa, Nyanga, Guguletu. Des bâtiments ont été incendiés, des camions et des voitures également, des barricades érigées dans les rues. Il y aurait de nouveaux morts. Le chef de la police a sur ce sujet démenti catégoriquement les rumeurs selon lesquelles 80 personnes auraient été tuées jeudi. Des émeutes ont également à Port Elisabeth situé à 700 km à l'est du Cap.

Ces manifestations font ainsi passer au second plan les entretiens prochains entre Vorster et Ian Smith de Rhodesie, et le prochain voyage de Kissinger en Afrique australe. Seul fait politique mis en valeur par la presse sud africaine, le discours très dur prononcé par Vorster au congrès de Bloemfontein.

Un avertissement adressé certes aux émeutiers, mais qui paraît aussi être à usage interne au parti nationaliste. Les congressistes de l'Etat libre d'Orange, pour la plupart grands fermiers afrikaners, sont réputés pour être

par leur positions « pures et dures » le bunker du Parti. On s'attend au contraire à l'annonce imminente de réformes intérieures, certes limitées, en Afrique du Sud. Des mesures qui consisteraient à un « assouplissement » de l'apartheid sanctionné par une modification de la constitution, dans un sens présidentiel.

A Salisbury, Ian Smith vient de modifier son gouvernement, nommant comme nouveau ministre de la défense Reginald Cowter à la place de Van der Byl, qui conserve néanmoins son poste de ministre des affaires étrangères. Taxé d'inefficacité ce dernier fait les frais d'une opération visant à mettre en place un gouvernement de combat, véritable « conseil de guerre » à la veille des échéances futures.

Néanmoins le fait que ce « faucon » très riche, qui a beaucoup d'accointances avec les milieux financiers d'Afrique du Sud, conserve son second poste, montre que Pretoria conserve un poids important à la direction des affaires politiques rhodésiennes.

Frank Tenaille

DE LA POUDRE DE PERLINPINPIN

Le président du sénat, Marais Viljoen lors de l'ouverture du conseil représentatif des mépris, sorte de « mini gouvernement » à l'égard de la communauté métisse, a annoncé plusieurs mesures :

- 1- Les commerçants et entrepreneurs mépris et indiens pourront désormais s'installer à l'extérieur des zones qui leur sont attribuées.
- 2- Levée des restrictions concernant les mépris dans les conférences scientifiques, les tribunaux.
- 3- Des personnalités mépris siégeront désormais dans les comités chargés de planifier le logement des mépris.

Ces mesures très en retrait par rapport aux revendications des manifestants - « un homme, une voix » - rappellent les concessions accordées par le gouvernement Vorster après les affrontements de Soweto en juin.

RHODESIE

Les nationalistes en dissension

Comme nous l'envisagions récemment dans Rouge (cf « le nationalisme en ébullition » dans le numéro du 8 septembre) le climat de cliques régnant au sein de l'ancien mouvement nationaliste rhodésien ne peut aller qu'à l'encontre d'un illusoire processus d'unification des différentes fractions. Nous soulignons au contraire que la dynamique actuelle au sein de l'ANC (African National Congress) était de la part des anciens leaders de faire revivre leurs défunctes organisations fondues

au sein de l'ANC. Et de fait, hier, le révérend Ndadinbingi Sithole, au cours d'une conférence de presse tenue à Dar es Salaam a annoncé son retrait de l'ANC et son intention de reprendre la tête de son organisation passée, l'Union Nationale Africaine du Zimbabwe (ZANU).

Pris à partie lors de cette réunion par un jeune africain qui l'a accusé lui et les chefs « historiques » d'avoir contribué par leurs divisions et leurs ambitions personnelles à la mort de nombreux militants, Sithole a nié

toutes responsabilités, évoquant à cet égard les affrontements survenus entre fractions de l'ANC au sein des camps nationalistes.

Son projet politique risque cependant d'être contrarié par le fait que le ZANU (dirigé actuellement par Robert Mugabe) s'est recomposé avec des militants neufs, et qui plus est, a tissé des liens avec la principale force nationaliste actuelle : la ZIPA (Armée Populaire du Zimbabwe).

C'est précisément l'existence de cette force (qui agit en Rhodesie à partir du Mozambique

ou de zones libérées dans le nord-est rhodésien) qui est la source du remue-ménage des anciens leaders. Composée par une nouvelle génération de militants, la ZIPA a mis sur la touche les anciennes directions embourbées dans les jeux diplomatiques, et il faudra compter avec elle dans l'avenir. Dans la perspective d'une accession de la majorité noire au pouvoir à Salisbury, il est donc de toute première urgence pour les Sithole, Nkomo, Muzorewa de s'allier à une telle force.

international

IRLANDE

SOLIDARITE AVEC NOEL ET MARIE MURRAY !

Les marches des femmes pour la paix, et les législations d'exception en Irlande du Sud ont pour effet de faire oublier Noel et Marie Murray dans leurs cellules. Condamnés à mort à la suite

d'un hold-up, politiquement motivé, durant lequel un policier a été tué, ils ont été déclarés coupables sur la base de dépositions arrachées par la torture.

Dans le couloir de la mort

Dans le couloir de la mort, Noel et Marie ont fait appel à cette décision. Noel, il y a deux semaines, épuisé par son isolement a décidé de retirer son appel. Toutefois la Commission d'Appel doit statuer sur leur sort d'ici deux ou trois semaines. Pendant ce temps, le « Comité de Défense des Murrys » continue sa campagne dans une atmosphère plus qu'hostile. Le Comité regroupe l'Irish Republican Socialist Party, le Movement for a Socialist Republic (4ème internationale), le Socialist Workers' Movement (proche de International Socialist en Angleterre), Revolutionary Struggle (proche de Révolution ! en France), le Red Republican Party, People's Democracy, et a le soutien tacite du Sinn Féin provisoire. Le Sinn Féin officiel, alors que les Murrys ont appartenu à ce mouvement plusieurs années, refuse de soutenir le comité et nie même qu'ils aient appartenu à leur mouvement. Respectabilité oblige !

Le comité a organisé une série de meetings. Il y a



quinze jours il a réussi à obtenir des familles provisoires qui allaient visiter leurs prisonniers à la prison de Portlaoise, qu'elles aillent ensuite manifester devant le camp de concentration du Curragh où est enfermé Noel.

Lors de la marche de la paix à Dublin, le comité a mobilisé une soixantaine de personnes avec des panneaux exigeant l'abolition de la peine de mort. Les femmes de la bourgeoisie en bonnes pacifistes qu'elles sont ont accueilli hystériquement le comité aux cris de : « la pendaison sera une mort trop douce pour eux ! ». Une militante du comité a été physi-

quement agressée, et deux autres ont été arrêtées et inculpées de « désordre sur la voie publique ». De fait la tactique de la police est d'arrêter systématiquement tous les membres du comité pour les intimider.

Tout indique que le gouvernement sudiste compte bien exécuter les Murrys, pour montrer qu'il est sérieux dans sa guerre contre le républicanisme. C'est pourquoi, plus que jamais, il est essentiel d'organiser une solidarité active pour établir un rapport de force nouveau. Des meetings ont eu lieu ces dernières semaines à Amsterdam, en Allemagne, en Italie et même au Japon. Le comité irlandais compte organiser une journée de solidarité internationale prochainement.

Toutes les lettres de protestation sont à adresser soit au : Comité Irlande, G. Poyet B.P. 257 75866, Paris Cédex 18, soit directement en Irlande : Murray Defence Committee, 155 Church Road, Celbridge, Co Kildare, Ireland. Ruairi O Conaire

politique

2e journée à la Cour de Sûreté de l'Etat du procès des militants du FLB-ARB

TORT D'ETRE BRETON

On a vu défiler les témoins de l'accusation et les deux premiers cités par la défense. On avait donc tourné la page sur la bataille de procédure de la veille. Bataille qu'à chaque procès devant la cour de Sûreté de l'Etat les avocats développent pour dénoncer les conditions arbitraires dans lesquelles ont lieu ces poursuites ; limitation des droits de la défense, partialité des tribunaux formés en partie de militaires de carrière etc...

Témoins de l'accusation : le couple de concierges de l'immeuble de la direction de l'agriculture de Nantes, est venu déposé avec cette humilité des gens simples un peu perdus devant le solennel et le faste des cours parisiennes. Le président David et le procureur Dorwling-Carter essayèrent bien de leur faire dire qu'ils auraient pu courir de grands risques si la bombe avait explosé, mais, têtus dans la vérité, les vieux gardiens dirent combien il n'était pas de leur ressort de faire des rondes et assurèrent la cour que leur logement était éloigné et ne pouvait être atteint.

Témoin de la défense ensuite M. Omnes professeur à la faculté de Brest et maire de Plomelin. Expliquant l'amitié qui le liait à Loquet depuis 20 ans il raconta son passé de résistant, puis de militant autonomiste qui possède l'estime de tous en Bretagne. « Je crois devaient dire, que son évolution est comparable à celle de beaucoup de bretons, qui ont pris conscience de la situation de département » Il devait ensuite faire l'historique de la

Bretagne passée et actuelle ; et soulever le problème qui était à la base de l'attentat : la séparation de la région Nantaise de la Bretagne et la volonté du gouvernement français de faire passer cette région pour un des pays de la Loire. En conclusion il montrait la disproportion entre attentat mineur et manqué et le recours à la cour de Sûreté de l'Etat : « Si c'est parce qu'il s'agit d'un délit d'opinion, c'est 4 millions de Bretons qu'il vous faudra juger. »

Ensuite vint Jossic, musicien dans le groupe Tri Yhann An Naoned très décontracté, il s'attacha à démontrer comment on avait essayé de dépersonnaliser les Bretons en commençant par ceux du pays atlantique rejetés de la Bretagne par décision administrative. Il parla, parla beaucoup, tout en exemples, en anecdotes, avec cette force de conviction qu'ont seuls ceux qui savent qu'ils ont raison rien qu'en ressentant leurs tripes. Le juge David essaya bien de le contrer en moralisant, ou en ironisant : « Vous faites des Fest-Noz, je suppose que personne ne doit s'y opposer ? » Et Jossic de répliquer en contant les difficultés pour trouver des salles depuis que les jeunes Bretons viennent rechercher leur affirmation dans la musique de leur région. Une véritable plaidoirie qui toucha droit au but. L'oppression se sent dans le quotidien plus qu'à travers les discours des présidents de tribunaux.

Jean-Gilbert du Cap

GRANDE BRETAGNE

La grève générale des marins anglais

Première grève contre le concrat social

Londres le 10 septembre de notre correspondant

Lundi dernier les travailleurs de la marine marchande votaient à la large majorité un mot d'ordre de grève générale à partir de samedi, pour obtenir une augmentation de salaire dépassant la limite autorisée par le gouvernement. Les marins ont démontré leur combativité mardi lorsqu'ils se sont mis en grève au port de Felixstove sans attendre la décision de leur direction. Pendant ce temps les bureaucrates du Trade Union Congress (confédération syndicale) essaient par tous les moyens

de faire avorter cette grève ; Len Murray, secrétaire général du TUC a annoncé publiquement qu'il se désolidarisait complètement de cette grève et qu'il encourageait les autres syndicats à en faire autant.

Cette grève contre la politique salariale du gouvernement peut menacer sérieusement la crédibilité de la politique du TUC et du gouvernement travailliste. Les bureaucrates en sont conscients et prennent au sérieux la grève des marins - qui commence ce week-end - car en 1966, lors de la dernière période de gouvernement travailliste il avait été le seul syndicat à entrer en grève

nationalement. Cette grève avait duré deux mois et les marins avaient alors obtenu des concessions importantes. On imagine aisément les conséquences économiques d'une grève de la marine pour l'île britannique. Le gouvernement parle déjà d'instaurer l'état d'urgence dans le pays.

Aujourd'hui il faut que cette grève soit victorieuse pour mettre en échec la politique patronale. La solidarité internationale peut être concrète. Les marins des autres pays doivent refuser d'amarrer dans les ports britanniques en grève dans les ports étrangers. G.F

PORTUGAL

Mario Soares présente les mesures économiques de son gouvernement

« TRAVAIL ET DISCIPLINE, ORDRE ET AUTORITE »

Mario Soares a présenté jeudi soir, avec 24 heures de retard le programme élaboré par son gouvernement pour redresser la situation économique du Portugal : Travail, discipline, ordre et autorité ; ces mots sont revenus comme des leit-motifs tout au long de son discours. Le premier lot de mesures d'austérité comporte une réduction des dépenses publiques et des subventions aux industries nationalisées. Mario Soares a également souligné la nécessité de réduire les importations et donc, éventuellement de rationner certains produits de consommation courante.

Afin de stimuler la relance, le gouvernement portugais se propose d'assouplir la législation sur les investissements Mario Soares veut se lancer dans une vaste entreprise de rétablissement de la discipline et du travail dans les entreprises. Il faut combattre l'absentéisme et la « furie revendicative » des travailleurs. Les assemblées générales seront interdites dans les usines pendant le travail, les grèves sauvages et certaines formes de lutte seront combattues résolument.

Les travailleurs ont également appris que leur treizième mois serait transformé en bons du trésor et que

les licenciements justifiés seraient facilités. Enfin Soares s'est aussi attaqué à la réforme agraire en critiquant la « gestion ruineuse » de certaines unités collectives. Il a souligné l'intention du gouvernement de restituer les terres dont l'occupation n'a pas été légalisée.

Ce discours très « patronal » du premier ministre socialiste a été fort bien accueilli par les partis bourgeois et violemment critiqué par la gauche. Il semble d'ailleurs que Soares ait décidé de s'appuyer au Parlement sur les députés de la droite, CDS et PPD, pour appliquer son programme.

OBJECTIF 77

Ventes
Paris- Surface

Jeudi 9 septembre

2 284

Plus 150. Les lecteurs de Rouge, piqués au vif par des chiffres qui remplissaient nos coeurs d'amertume renversent la tendance à la baisse qui se dessinait en début de semaine. La courbe de vente partelle à l'assaut du ciel ?

Nous le saurons dans les jours qui viennent.

Une lettre pour faire honte

« Camarades, Connaissant de nombreuses personnes, qui comme moi, ne sont pas organisées par la LCR, mais achètent Rouge tous les jours, j'ai été scandalisée par les chiffres de vente publiés dans le numéro du 8 septembre. Ils prouvent que tous les militants n'achètent pas Rouge, ce qui est pour le moins étonnant et grave quant à la survie du journal. Ces militants risquent de faire couler le quotidien par leur irresponsabilité. Les ventes

auraient dû, dès le début, atteindre le chiffre de 12 000 qu'il faudrait essayer de dépasser aujourd'hui. Ceci nous semblait évident lors de la sortie de Rouge quotidien. De même, avant de faire appel au soutien des lecteurs, il serait peut-être bon de faire quelque chose dans les rangs mêmes de la LCR.

En attendant je vous envoie une contribution financière pour que Rouge puisse continuer à vivre.

Salutations,
Catherine »

Encore 19 millions en 19 jours

Si on multiplie par 20 le total d'aujourd'hui au cours des 20 jours qui nous restent, on aura dépassé de 8 000F l'objectif de 200 000F (20 millions anciens). Pour ça, il faut carrément doubler la vitesse et âprement amasser l'argent suivant le nouveau mot d'ordre : « 1 million par jour ! ». Des gens observent avec encore plus d'attention que nous le chiffre de la souscription, ce sont nos créanciers. Soyons sûrs que certains aimeraient bien nous voir échouer. Leur déception ne peut venir que de vous.

ANCIEN TOTAL 6826,00
Un travailleur Degremont 50,00
Marie Laurence CR Rueil 60,00
GT et diffuseurs Ministère des Finances Paris 250,00
GT PTT Paris 16° 50,00
GT PTT Paris RP 50,00
M.Paris 50,00
Cercle Rouge Antibes 450,00
Sympathisants brestois 200,00

JG. Bitche 100,00
HD. Vernon 100,00
Souscription d'une taupe norvégienne 200,00
Diffuseurs Nantes 1630,00
JS. Paris 200,00
EL. Paris 200,00
NOUVEAU TOTAL 10416,00
Chèques à l'ordre de Pierrette Chenot et à l'adresse du journal

La préparation du plan d'austérité

BARRE ET CEYRAC D'ACCORD CONTRE LES TRAVAILLEURS

Barre a reçu vendredi des délégations de la Fédération de l'Education Nationale, du Centre National des Jeunes Agriculteurs et de la Confédération National de la Coopération et du Crédit Agricole et des PME.

A l'issue de son entrevue Marcel Henri, secrétaire national de la FEN, a présenté les campagnes de rentrée que la fédération entend mener. Il s'est déclaré prêt à rencontrer la CGT pour discuter de la lutte contre le super-impôt sécheresse. Il a proposé également une rencontre commune CGT, CFDT, FEN, FO sur ce sujet.

Gingembre, le président de la confédération des PME, s'est déclaré de son côté, prêt à accepter une forme de poses concertées de la progression des prix, des salaires et des charges sociales. Il est donc sur la même longueur d'onde que Ceyrac, qui donnait hier des précisions sur son entrevue avec Barre, dans une interview au Figaro



On dit que le premier ministre écoute, au fond de son fauteuil, les doléances de ses « partenaires sociaux ». Il prend sagement en note, et réserve ses réponses aux semaines à venir. Il consulte.

Pourtant, une chose est sûre. A lire les déclarations de Ceyrac, le président du CNPF, et les commentaires des Echos, le quotidien patronal, la rencontre d'hier fut d'un autre style. Ceyrac et Barre se sont entendus.

Les patrons ne paieront pas

Le patron des patrons a demandé au valet de l'Etat-patron de lui donner des garanties. Il est prêt, en gros, à soutenir l'action gouvernementale si tout est fait pour assurer les profits de ses collègues.

Ce qui amène Ceyrac à une subtile différence entre les entreprises et les PDG : « il serait déraisonnable d'alourdir les charges des premières, confit-il au Figaro d'hier. En revanche les chefs d'entreprises sont des citoyens comme les autres. Ils doivent donc supporter leur part d'un éventuel effort fiscal ». Ce qui facilite les choses. Les PDG, réduiront leurs salaires nominaux et augmenteront les frais de fonctionnement et les caisses noires sur lesquels ils vivent. Simple opération comptable bien connue des patrons.

Ce petit coup de solidarité nationale permet ensuite de demander le gros morceau. Les Echos résumait : contre l'inflation « le patronat est prêt à s'engager à une plus grande fermeté dans sa politique de fixation des salaires au niveau des branches. De la même façon, à une plus grande maîtrise des prix, à condition que ses composantes essentielles (charges sociales et services publics) ne rendent pas impossible cette autodiscipline. ». On ne

manque pas de culot au CNPF. Non seulement il ne faut pas surimposer le capital, il fera tout pour réduire la progression des salaires, mais encore il demande que les charges habituelles soient réduites.

« L'action de certains syndicats »

« Il est nécessaire, estime Ceyrac, d'avoir un système de détermination des salaires qui ne soit pas inflationniste... Cela n'est pas toujours chose facile du fait de l'action de certains syndicats. ». En clair, la seule limite aux attaques que prépare le patronat, sera l'action des travailleurs et de leurs organisations. Et ces attaques ne sont pas minces.

Elles prévoient notamment de remettre en cause les charges sociales des entreprises. Des coupes claires seraient envisagées dans leurs dépenses de sécurité sociale. Elles préparent une remise en cause de 90 % du salaire en cas de licenciement économique. Le tout avec quelques formules de politesse, qui ne trompent personne. Quand Ceyrac dit : « si le chômage partiel diminue grâce à la reprise, les prélèvements effectués pour l'indemnisation doivent logiquement diminuer », il ne prépare pas une réduction du chômage, mais une nouvelle attaque contre les travailleurs.

Voilà ce qu'a entendu Barre jeudi après-midi. Voilà ce qu'il a accepté. Les Echos confirment : « une chose paraît, en tout cas certaine : patrons et gouvernement sont tombés d'accord sur la configuration du prochain plan anti-hausse... Il sera axé sur quelques grandes mesures « simple » afin d'obtenir le maximum d'impact dans l'opinion. ». On voit de quoi il s'agit.

J.T. Y.

CORSE

LA SAINTE ALLIANCE ANTI AUTONOMISTE

« La loi républicaine sera fermement appliquée en Corse » vient de déclarer le Président de la République en personne. Cette affirmation a d'ailleurs immédiatement été suivie d'effets, puisque les dix-neuf personnes, arrêtées dans la nuit de mardi, puis transférées à Marseille ont toutes été inculpées. Quatorze d'entre elles ont été maintenues en détention.

Le sort des otages :

C'est jeudi soir que le juge d'instruction Leandri, venu tout spécialement d'Ajaccio a inculpé ceux qu'il est désormais convenu d'appeler les « otages corses du pouvoir ». Les uns l'ont été pour « participation à action de force concertée » tandis que les autres pour « entrave à la circulation sur un aéroport ».

Dominique Alfonsi du PPCA, Ange-Marie Renucci de l'APC, Capretti de Strada Corsa. Cinq personnes ont été mises en liberté provisoire dont Philippe Gatti et Antoine Sollacaro de la Consulta di Studenti Corsi. En se refusant à faire usage de la loi anticasseur ou de la Cour de Sûreté de l'Etat, le pouvoir a signifié sa volonté de « criminaliser » les actes politiques. Ainsi, le lendemain de la manifestation d'Ajaccio, treize corses étaient condamnés à des peines de prison fermes, en correctionnelle. Dans un communiqué, rendu public le 9 septembre le Comité Anti-répresseion (CAR), s'est élevé contre les dires du préfet Riolacci selon lesquelles le CAR ne représenterait pas la volonté corse. Le CAR a

d'autre part fait savoir son entière solidarité envers les victimes de la répression.

D'autres réactions

Par ailleurs, les différents chefs de clans ont stigmatisé les uns après les autres l'attentat de mardi. Ainsi le maire d'Ajaccio, d'Ornano, bonapartiste a traité le plasticage du Boeing « d'aussi inutile que lourd de conséquences ». Jean Zucarelli, député maire de Bastia, radical de Gauche a fait savoir que la population corse « n'acceptera pas que quelques exaltés transforment notre île en champ clos ».

Le Parti communiste de son côté a « condamné fermement de telles actions minoritaires, et irresponsables, étrangères au monde ouvrier et démocratique et contraire aux intérêts de la Corse et de sa population ».

Aucune riposte n'a encore été annoncée par les mouvements autonomistes. Tout au plus le CAR a-t-il rejeté la responsabilité du plasticage sur le préfet Riolacci et

son intransigeance. Mais, une manifestation est-elle possible, aujourd'hui, sans un grave danger de débordements, ce qu'aucune organisation ne semble être en mesure d'assumer ? Encore faudrait-il que cette prudence, tout légitime, n'impose pas le silence au mouvement autonomiste car ce serait alors laisser toute liberté d'action aux hommes de Poniatowski.

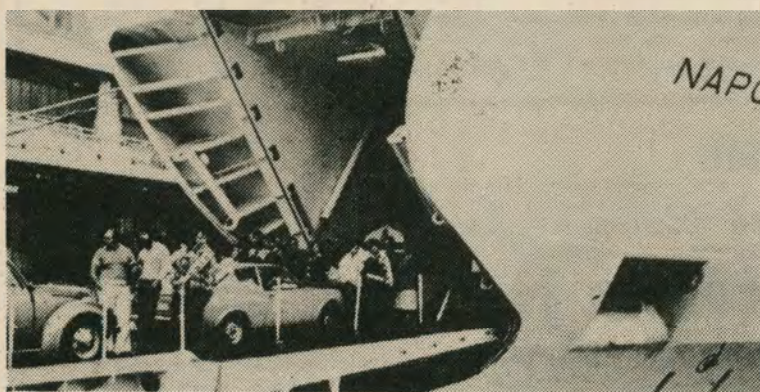
Gabriel Pietri

Les corses en prison

Outre les treize manifestants condamnés en flagrant délit après la manifestation de mardi, quatorze de ceux qui ont été transférés à Marseille ont été écroués aux Beaumettes. D'autre part, les frères Rossi, Valentini et Lorenzoni sont emprisonnés soit à Fresnes soit à la Santé pour un attentat commis en juin. La liste ne serait pas exhaustive si l'on ne citait pas Edmond Simeoni et Serge Cacciari, victimes de la Cour de Sûreté de l'Etat. Trente trois autonomistes corses sont donc aujourd'hui derrière les barreaux. Cela fait beaucoup de prisonniers politiques pour un régime qui se dit libéral et avancé.

La corse est une île

La grève illimitée des marins CGT de la Société Nationale Corse Méditerranée se poursuit en solidarité avec les marins de « l'île de Beauté ». 1 700 personnes sont actuellement bloquées à Ajaccio ainsi que 500 véhicules. Un pont aérien va être mis en place pour les passagers qui voudraient en user.



AVIGNON : Cantonales partielles

Une campagne unitaire des révolutionnaires

Le scrutin de dimanche sanctionnera une campagne sans histoire. Le candidat de la bourgeoisie, Deroudhile, fait confiance à sa pratique du clientélisme. Le PC et le PS se sont bornés à des affiches. Leurs meetings sont restés discrets. Certes Michel Rocard est venu, il a déclaré, dans le meeting du PS, que cette élection aura « une valeur de test après la démission de Chirac ». Mais si on observe les moyens employés, c'est autre chose. La salle de ce meeting ne contenait qu'une centaine de places.

Pour les révolutionnaires, par contre, cette campagne a pu favoriser une expérience unitaire intéressante. Elle a mobilisé des militants au-delà des deux organisations — PSU-LCR — qui ont soutenu Henri Bouyol. Nous avons interviewé le candidat des révolutionnaires pour tirer un premier bilan de la campagne commune.

Interview d'Henri Bouyol candidat des révolutionnaires.

Pourquoi cette unité entre la LCR et le PSU à l'occasion des cantonales ?

Tout d'abord, la campagne unitaire entre le PSU et la Ligue ne tombe pas du ciel. C'est une pratique habituelle des militants des deux organisations sur le Vaucluse. Nous défendons souvent les mêmes positions (CFDT, FEN) sur le plan syndical ; de même pendant l'affaire des soldats, l'hiver dernier, et à propos de la répression des immigrés. Ces cantonales sont donc pour nous l'occasion de confirmer et de développer sur le plan politique plus général, cette pratique unitaire.

Quel sens accordes-tu à cette candidature unitaire ?

Elle permet la politisation et surtout l'unification politique d'un large courant de militants syndicalistes,

écologistes, femmes, immigrés, courant qui dépasse largement le seul cadre des organisations. Cette campagne entraîne une dynamique. Et cette démarche qui permet de poser les jalons dans la construction à terme d'un parti révolutionnaire réellement implanté dans les masses.

Ne crois-tu pas que le score électoral plus faible que celui obtenu en mars, sous la seule étiquette du PSU ?

Cela n'est pas l'essentiel de cette campagne électorale. Nous l'avons menée en posant les problèmes réels du Vaucluse et d'Avignon-Le Pontet, en essayant d'y apporter un début de réponse. Si nous avons réussi à faire progresser l'idée de la prise en charge de leurs problèmes par les travailleurs eux-

mêmes, nous n'aurons pas perdu notre temps !

Le mode de fonctionnement de la campagne a-t-il été vraiment unitaire ?

Certainement. Un comité de soutien a été créé autour de cette candidature unitaire. Les assemblées générales et une direction politique commune ont permis de débattre l'orientation de la campagne, de rédiger et de contrôler toutes les interventions (tracts, meeting, affiches, etc...).

Je voudrais ajouter que cette campagne aura permis une pratique favorisant un débat plus approfondi et cela ne peut qu'aider à clarifier les divergences.

Propos recueillis par notre correspondant d'Avignon.

Samedi et dimanche, fête de l'Humanité

La fête aux couleurs de la France

L'Humanité le claironne : ce sera une grande fête nationale, ce sera la fête d'un grand parti national.

Tout est là.

Plus français que les autres ! Plus lié à toutes les couches du peuple de France que les autres !

Pierre Charpy dans la « lettre de la Nation » grince des dents : « Georges Marchais porte décidément aux gaullistes une affection qui serait touchante si elle ne ressemblait pas tant à de l'appétit. Pour la enième fois, il a chanté devant son comité central le grand air de la séduction pour ceux « qui sont attachés au gaullisme et ne peuvent plus apporter leur soutien aux dirigeants de l'UDR giscardisée »... « Tout ce bluff ne réussira pas à nous faire confondre les impératifs de l'intérêt national avec ceux de l'internationalisme prolétarien style 1976 ».

Charpy n'a pas fini d'en voir : toute la partie sur le sport à la fête de l'Humanité, est consacrée à nos médailles d'or olympiques, Guy Drut est là pour ça...

Sur toutes les questions la politique du PCF s'acharne dorénavant à souligner toutes les pulsions chauvines qui peuvent exister dans l'électorat. Face à l'Europe, face à l'OTAN, face à l'inflation, une seule réponse : indépendance nationale, défense nationale, un franc fort !

Charpy fait semblant de croire que cela ne dissimule en aucune façon un « internationalisme prolétarien style 76 »... Rien de plus faux, car cette politique du PCF n'est pas nouvelle, depuis que Maurice Thorez inaugurant le Front Populaire a déclaré qu'il fallait mêler les plis du drapeau rouge à ceux du drapeau tricolore.

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas » écrivait le fondateur du marxisme auquel le PCF se réfère encore. Nul doute qu'en conduisant les travailleurs à voir la vie en tricolore, la direction Marchais les pousse à défendre d'autres intérêts que les leurs.

La fête 76 sera un succès. Des centaines de milliers de travailleurs vont y participer. Convaincus que ce grand parti, le seul capable de les rassembler en aussi grand nombre, est vraiment leur parti.

Et pourtant, il y aura mystification. Erreur sur la couleur.

La France des patrons, de ceux qui siègeront dans la cité commerciale, n'est pas la même que celle des ouvriers qui viennent voir Guy Drut. Au sein du peuple de France, il y a des intérêts de classes opposés : ni le temps d'une fête, ni le temps de l'Union de la Gauche ne pourront masquer cette réalité. Ces illusions de masse devront se décoller tôt ou tard.

Tôt ou tard, « l'Internationale » que l'on chante aux fêtes de l'Humanité perdra son caractère de ritournelle et cessera de s'effacer devant « La Marseillaise ».

Gérard Filoche



Des élections, du sport et des mains tendues

La fête de l'Huma est un lieu où le PCF veut développer ses positions sous tous azimuts, face à un vaste public.

Sinon de vrais débats, dans des conditions difficiles pour la discussion, ce sont des confrontations entre un public et le Parti, où parfois même il est possible de porter la contradiction...

Samedi :

Au stand du comité central :
• 13h à 13h 45 : Georges Marchais

et Roland Leroy.

• 14h 30 à 15h 30 : Après Montréal quel est l'avenir des Jeux Olympiques ? (avec Hermier, Hage, Zilbermann, Passevart)

• 19h à 20 heures : L'Union et les municipales, avec C. Fiterman, G. Ansart, E. Fajon et F. Lazard.

A la Cité du livre :

• 16h : « le putsch d'Amaury », avec Krasucki.

Et toute la journée des débats sur le sport, Place M. Cachin au stand des débats : les communistes et le sport français aujourd'hui, le mouvement sportif en France, à l'entreprise, dans la cité ; le sport et les femmes, le sport et le développement humain, discussion avec des « médaillés socialistes », etc...

Dimanche :

Au stand du comité central

• 10h à 12h : rencontre avec les travailleurs

• 12h 30 à 13h 15 : Santé et crise de la société, avec M. Bertrand, T. Laine, F. Salvaing et C. Ducol.

• 13h 45 à 14h 30 : communistes et chrétiens, agir ensemble, avec M. Gremetz, J. Le Lagadec et L. Blanquart.

• 18h à 19 h : sécurité des français et libertés individuelles.

• 19h à 20h : austérité, remède ou poison ?

Sur la grande scène : à 16h meeting avec Gaston Plissonnier.

A la cité du livre :

• 14h 30 : la politique du Parti communiste Italien, avec un secrétaire du PCI.

• 17h 30 : « chrétiens et communistes » avec Maxime Gremetz.

Et également au stand des débats, toute la journée, débats sur le sport.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

Mgr Elchinger surpasse Lefebvre

« Le salut pour certain d'entre nous, c'est réciter des prières ; pour d'autres c'est transformer le monde... Mais le transformation ne doit pas commencer par les structures politiques ou économiques, mais contre le matérialisme qui est dans toutes les structures, même dans celles de l'Eglise ».

Non, il ne s'agit pas d'une déclaration de Lefebvre, mais d'un extrait de l'homélie de l'évêque de Strasbourg Elchinger.

Toute son homélie a été dans ce style avec une mention spéciale pour les femmes : « Les femmes croient s'épanouir dans l'indépendance, une maladie moderne ». Toutes des malades... Quant à lui pas de risque de souffrir d'indépendance puisqu'en tant qu'évêque concordataire, il a prêté serment de fidélité à l'état : « Je jure et promets à Dieu, sur les Saints Evangiles, de garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par la constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dehors, soit au dedans, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, je le ferais savoir au gouvernement » (loi concordataire du 18 Germinal de l'An X toujours en vigueur en Alsace).

Avec Elchinger, Poniatowski, n'a pas à se plaindre. A l'intérieur de l'Eglise il poursuit des objectifs proche de ceux de Lefebvre et certainement avec beaucoup plus d'efficacité comme le notait fort justement Paul Blanquart dans un numéro récent de Politique Hebdo.

JCR. Correspondant Strasbourg

En attendant l'omelette campagnarde

Le parc de la Courneuve, avant la fête. Un jardin ghetto enclavé au milieu des cités de la banlieue nord. Un espace otage, un espace alibi. Appréciable pourtant, en fin de semaine, quand on veut se souvenir que le vert fait aussi partie de la gamme des couleurs : dans cette zone où on est plutôt familiarisé avec l'infinie richesse des nuances du gris.

Pendant la préparation de la fête, la municipalité s'en excuse auprès des usagers, la circulation des véhicules est autorisée dans le parc. A vrai dire, ce ne sont pas tellement les camions chargés de caisses de bière qui peuvent gêner les promeneurs. Ce serait plutôt les stands qui s'étalent déjà un peu partout. Depuis quelques jours la fête a pris possession de la Courneuve. Elle s'étale, elle quadrille, omniprésente et bonasse.

Tout est déjà presque construit. Il ne reste plus qu'à peindre toute cette menuiserie aux couleurs de la France. Des équipes s'y emploient. Des dizaines et des dizaines de kilos de peinture s'étalent. Ni fébriles, ni enthousiastes, mais parfaitement froids, des grappes de militants s'affairent.

La construction de la fête, c'est une distraction appréciable pour les mouflets de la Cité des 4 000, tout proche. Le jour venu, les manèges de la fête foraine seront sans doute trop chers, mais là on peut les approcher, et même monter dessus. Ils ne marchent pas ? Tant pis. C'est

toujours ça de pris, pas vrai ? Et puis il y a le grand podium. Une belle attraction qui elle-même marche déjà. Gracieusement. La canadienne Louise Forestier y répète, avec son groupe, devant une dizaine de mèmes et de machinistes. Par terre sage. Dérisoire au milieu de ce terrain gigantesque. La sono est au maximum, il fait un peu froid...

Entre deux coups de marteaux, quelques militants consciencieux draguent les rares promeneurs. Qu'on le sache : pendant le montage de la fête le restau du stand de l'Aude offre un repas à 20 fr (vin compris à volonté) avec de la cochenille de la montagne noire et du cassoulet occitan. Au stand de la Haute-Saône, place Marcel Cachin, à côté du Comité Central, c'est 12 fr seulement. Mais le plat du jour est indéterminé. Pendant la fête le menu sera plus alléchant choucroute et omelette campagnarde, tripes et kirsch...

Les panneaux qui enregistrent le nombre des adhésions sont déjà prêts. Il est dès maintenant impossible d'ignorer que le PC est le meilleur défenseur des libertés, que le renforcement de l'Union passe par le renforcement du Parti. La foule est à venir. Elle sera au rendez-vous, pas d'incertitude à avoir. Les incertitudes et les surprises, ce n'est d'ailleurs jamais l'affaire des animateurs de cette fête là.

J.F. V

Purge au Grand Orient

Dans son livre, Trois points c'est tout Fred Zeller, ancien Grand Maître du Grand Orient raconte que Georges Pompidou lui demanda : « Mais enfin comment avez-vous fait votre compte pour passer du trotskysme à la franc-maçonnerie ? ». Fred Zeller expliquait que cela s'était fait naturellement par un « cheminement logique ».

Sans doute ses pairs francs-maçons du GODF qui se réunissent en ce moment en « convent » (sorte de congrès de la franc-maçonnerie) ont-ils quelques comptes à régler avec ce « cheminement logique » puisque la majorité d'entre eux veut sanctionner Zeller en le déférant devant la justice « maçonnique ».

Des clivages

En vérité la franc-maçonnerie française déjà divisée en plusieurs loges selon des clivages historiques et politiques, subit elle aussi la pression des bouleversements sociaux et politiques qui se préparent dans notre pays. Aucune institution, même fermée, même secrète, même archaïque, même lourde d'un puissant héritage traditionaliste ne peut échapper aux déterminations qui s'imposent par la crise du régime. Bien placés pour connaître cette crise, par leurs liens multiples avec le pouvoir, les dirigeants du Conseil de l'Ordre s'efforcent d'opérer une « reprise en mains » du GODF avant que celui-ci ne penche trop ostensiblement du côté de l'Union de la gauche.

Si tout était simple et lisible dans la franc-maçonnerie, on pourrait résumer en affirmant qu'une droite, plutôt giscardienne, essaie de se couvrir du visage traditionnel de l'apolitisme pour minoriser, et exclure une « gauche » dont Fred Zeller est la figure de proue. Manœuvres, coups feutrés et rudes, campagne de presse, jeux croisés d'influences, tout est mis en œuvre depuis mai 74 pour décider de l'issue de ce « convent ».

En mai 74, deux anciens grands maîtres, Jacques Mitterrand et Fred Zeller appelaient à voter pour François Mitterrand aux présidentielles. Le conseil de l'ordre devait à cette époque blâmer les deux protagonistes en leur reprochant d'avoir engagé

publiquement la maçonnerie. La guerre au sein du Grand Orient de France s'ouvrait.

L'enjeu du débat

Les partisans du PS, ceux du CERES, ceux du PCF, les différents groupes parlementaires UDR, RI qui sont présents dans les loges, s'affrontent au 3ème et au 4ème degré en utilisant toutes les formes conventionnelles du dialogue maçonnique depuis des décennies. La résistance qui s'est manifestée dans les loges parisiennes (qui se sont prononcées en juin dernier de Fred Zeller) n'a pas suffi à suspendre la décision du conseil de l'Ordre.

Par 256 voix contre 125 et 20 abstentions, les membres du « convent » ont adopté le rapport moral entérinant la sanction contre Fred Zeller pour avoir divulgué dans un interview au Nouvel Observateur le 19 juin dernier des « secrets maçonniques » et critiqué la politique actuelle des dirigeants.

Les délégués de province ont voté plus massivement en faveur du rapport moral que les « parisiens », malgré le fait qu'une vingtaine d'orateurs soient intervenus pour Fred Zeller et pour la liberté d'expression des membres du Grand Orient.

La « victoire » de Serge Béhar semblerait lui valoir d'être réélu Grand Maître dimanche.

Les multiples canaux par lesquels les amis de Fred Zeller (articles dans le Nouvel Observateur suivis d'un courrier quasi hebdomadaire, articles dans Le Monde, etc) ont tenté d'influer les loges de province, plus conservatrices, n'auront pas suffi.

Roger Fajardie, secrétaire national du PS, qui a fait une tribune libre dans Le Monde en faveur de Zeller est menacé lui aussi, de même que Bernard Montanier, directeur de la MINEF, qui anime la revue Brèche avec un ... abbé est ce la purge ? Est-ce la victoire des « apolitiques » ? Quelles conséquences en résultera-t-il pour les rapports entre les obédiences maçonniques en France ? C'est l'inconnue du week-end.

Que sont les francs-maçons aujourd'hui ? Que représentent-ils ? Nous y reviendrons en début de semaine prochaine.

M. Altonen

LIP-Besançon

La « coordination » des luttes se réunit dans l'usine occupée

UNE DATE IMPORTANTE

C'est aujourd'hui à 17 heures que se terminera la deuxième réunion des entreprises occupées. Cette « coordination » si souvent dénoncée se donnait cette fois comme but l'échange et la centralisation des informations sur les boîtes occupées et en particulier sur la façon dont la période des vacances avait été passée.

Occasion de tirer un bilan, cette réunion devait aussi discuter de l'attitude face aux deux confédérations syndicales CGT et CFDT. Car des militants de ces deux centrales participent dans l'unité à l'animation de la « coordination ». Il y a des délégations de plusieurs entreprises, certaines, comme Ideal-Standard, Caron-Ozanne, Lip bien sûr étaient déjà présentes lors de la première réunion. D'autres, mises en liqui-

dation depuis se sont jointes à elles, par exemple l'Imprimerie Rouennaise, vidée par les flics comme Caron-Ozanne.

On y trouve également une délégation de l'usine Réhaut de Fougères, ainsi que l'entreprise Reliac petite entreprise d'horlogerie du Haut-Doubs qui occupait 70 personnes et vient de mettre la clé sous la porte, il y a quinze jours.

Certaines délégations sont constituées de militants CGT, d'autres de la CFDT. Quelques unes sont unitaires, mais, à vrai dire, on n'attache pas ici une grande importance aux sigles. Ce qui explique leur présence à Lip, c'est d'abord et avant tout leur ferme volonté de trouver des solutions communes, en réponse à des situations qui le sont également.

Sylvain Mathieu

Appel des travailleurs de l'usine SCPC de COURNON (Puy de Dôme) et de leurs sections syndicales d'entreprise CFDT et CGT :

Après le dépôt de bilan et la cessation d'activités de l'usine depuis le 20 juillet 1976, la lutte pour la sauvegarde de l'emploi des travailleurs de la SCPC continue. Les travailleurs de SCPC avec leurs sections syndicales CGT, CFDT ont pris l'initiative d'une contre-exposition sur le chômage. En effet, dans le même temps se déroule une exposition commerciale de la zone industrielle de Cournon : la foire capitaliste, la foire de l'argent. Cette foire, ce n'est pas celle des travailleurs, mais celle des patrons. Les travailleurs de la SCPC ont contacté toutes les entreprises Ollier et Amisol, depuis les vacances, neuf nouvelles entreprises sont touchées, il s'agit de Socoma, Cerve, Seasotrac, Fairlux, CC, Copono, Retim, Overney, Centre métal. Chacune de ses entreprises lutte isolément face au pouvoir et au patronat très unis. C'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Rompre l'isolement, engager les premiers pas, faire l'unité des travailleurs en lutte pour leur emploi tel est le sens de notre initiative « Portes ouvertes » et de notre contre-exposition sur le chômage. La plupart des entreprises citées ont répondu à notre appel parce que les travailleurs comprennent que notre lutte est commune et qu'il est nécessaire de réaliser l'unité pour avoir des chances de faire aboutir notre exigence : du travail pas de chômage. Mais réaliser l'unité des travailleurs ne peut se faire sans la volonté de leurs organisations. Les travailleurs de la SCPC avec les sections d'entreprises CGT et CFDT ont appelé toutes les organisations syndicales et politiques à soutenir leurs luttes sans esprit de boutique, sans sectarisme, sans exclusive dans l'unité la plus large. Réaliser l'unité dans la coordination des luttes, locales et régionales, tel est notre objectif. Construire un rapport de force local puis national, telle est notre ambition : Nous, travailleurs de la SCPC, avons pris contact avec la coordination des luttes autour de Besançon à partir des Lips. Nous envoyons deux délégués de notre entreprise (1 CGT et 1 CFDT) à Besançon ce week-end. Il s'agit de tisser les liens les plus étroits entre les usines en lutte, il s'agit de construire l'unité et un rapport de force à l'échelle de la France. Face au patronat et au pouvoir, c'est créer les conditions pour la victoire de notre lutte et la satisfaction de nos revendications : du travail, pas de chômage. C'est ainsi que nous invitons toutes les organisations syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière à soutenir notre lutte et celle de tous les travailleurs, nous les appelons à nous aider à réaliser l'unité de toutes les entreprises en lutte. Ainsi nous ne serons plus isolés, ainsi nous pourrions imposer un rapport de force s'appuyant sur les luttes face au patronat et à son gouvernement. Aujourd'hui et jusqu'au 15 septembre nous ouvrons notre entreprise aux usines en lutte d'abord, à tous les travailleurs et à leurs organisations syndicales et politiques ensuite. Ainsi pourra se réaliser une ligne de force commune à chaque lutte et devenir notre lien à tous.

Cet appel a été adopté en Assemblée Générale par la totalité des travailleurs présents et par les sections syndicales CGT et CFDT de SCPC.

Habillement : semaine d'action

Du 13 au 17 septembre, à l'appel des Fédérations Hacutex-CFDT et Habillement-Chapellerie-CGT une semaine d'action des travailleurs de ces secteurs aura lieu.

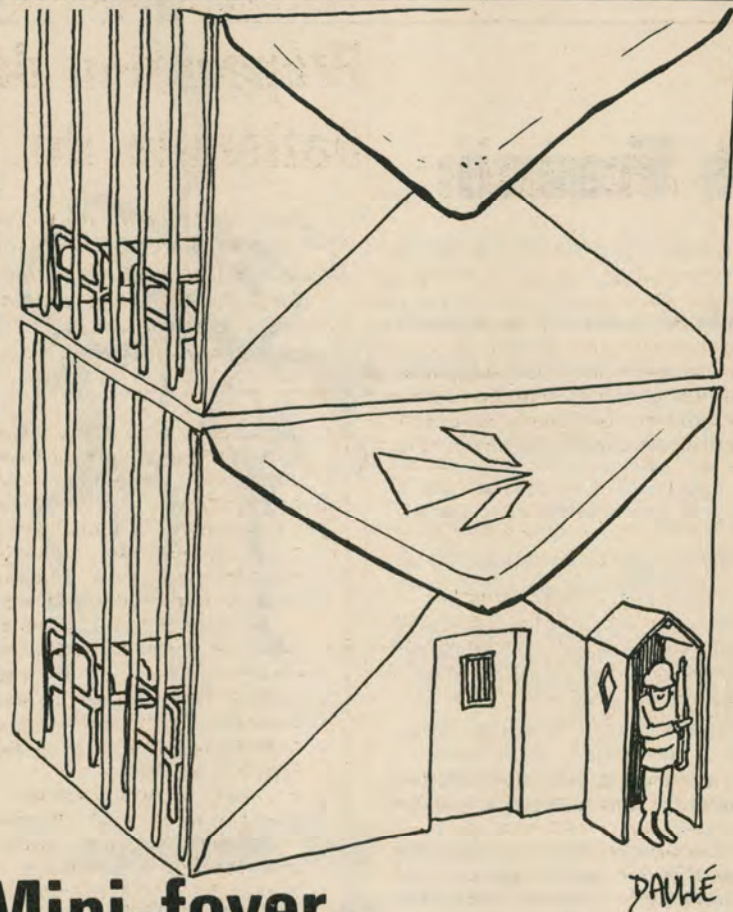
Les principales revendications portent sur le salaire minimum mensuel à 2 000 francs, la revalorisation du travail dans la profession, la garantie de l'emploi et des ressources, le respect et l'extension des droits syndicaux.

La journée du 15 septembre devrait constituer le temps fort de cette semaine d'action dans un sec-

teur largement touché par la crise et la restructuration.

Dans ces secteurs d'activité, en effet, les travailleurs ont subi de plein fouet les conséquences de la crise et de la restructuration du capitalisme. Les différentes entreprises, textiles, cuir, confection, etc... ont connu une succession de dépôts de bilan, la diminution des effectifs, la baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation des cadences et des charges de travail l'accroissement de la répression, anti-ouvrière et anti-syndicale.

FOYERS PTT DES « CHOUX »



Mini-foyer, règlement de caserne

Dans l'enquête publiée par Rouge sur les travailleurs des PTT, la semaine dernière avait été abordé le problème crucial pour bien des jeunes « postalisés » du logement en foyer-caserne. Aujourd'hui, les postiers du foyer de Créteil, foyer des « Choux », décident de ne plus admettre le règlement et les pratiques de la direction des PTT. Ils ont constitué un comité de résidents et entendent obtenir la satisfaction de leurs revendications, appuyés par les sections syndicales du centre de tri où ils travaillent.

Que ce soit pour les postiers de Trappes, comme pour ceux de Créteil, les conditions de logement sont tout aussi déplorables. A Créteil, il y a les mini-foyers (appartements de 4 personnes, loyer : 280,00 F). Ils étaient réservés pour les filles. Bien sûr, d'après les dires de l'Administration, elles acceptent mieux la vie en communautés forcées, entretiennent mieux les logements et sont plus tranquilles. Pour les garçons, un foyer avec chambres individuelles devait ouvrir au mois de juillet. Seulement, tractations financières obligent, il ne pourra être habitable, selon les promesses de la direction qu'au mois de novembre. En attendant ils étaient allégrement disséminés dans les foyers à Anthony, Arcueil ou Paris. Avec visites interdites sinon dans le hall d'entrée, et en prime une heure de métro pour aller au boulot.

En juillet, une délégation de la CGT et de la CFDT, soutenue par une trentaine de postiers à la direction régionale, obtenait que les appartements encore libres des mini-foyers soient occupés. C'était un premier acquis.

La nausée

La vie à Créteil, l'urbanisme aberrant, l'absence totale de distraction ou de lieu de rencontre (il n'y a même pas un cinéma) donne la nausée. Le seul moyen de sortir de la solitude, c'est de se retrouver dans un appartement. Aussi, la dernière visite de contrôle de l'Administration a mis le feu aux poudres.

Outre les reproches sur la disposition des appartements, sur les visites, une affiche était arrachée parce qu'elle prenait à partie un chef un peu trop zélé. Le postier concerné était sanctionné d'une interdiction de remplacement pour 6 mois. C'en était trop.

La menace d'un préavis de grève a fait sauter la sanction.

Quant aux résidents, ils ont décidé de prendre leur défense en main.

Après une première réunion où étaient présents garçons et filles, syndiqués et non-syndiqués, ils ont élu un comité de résidents provisoire. Après le retour des vacanciers, un comité définitif doit être mis en place. Les sections CGT et CFDT soutiennent leur initiative.

Après un premier tract réclamant la révision du statut, l'arrêt du contrôle de la vie des postiers (ères), le droit de réunion, l'Administration doit commencer à se ronger les ongles.

Quand l'argent des loyers ne tombera plus dans la caisse, elle se mordra réellement les doigts.

Correspondant

extraits du tract du Comité des résidents des Choux

Il faut que cela cesse

« ...Payant un loyer, nous avons le droit de ne pas être considérés comme des locataires de seconde zone, nous avons le droit d'avoir une vie privée normale sans que l'administration vienne y fourrer son nez. C'est pourquoi nous nous battons pour :

- * La révision du règlement des Choux
- * Le droit de visite et d'hébergement
- * L'interdiction des visites inopinées de l'administration
- * Une visite de contrôle mensuelle à date fixe
- * La séparation totale de notre vie privée du boulot
- * Le « secret professionnel » sur notre vie privée de la part des gens chargés de la gestion des mini-foyers
- * Le droit de réunion dans les mini-foyers pour résidents

Dans l'immédiat : Nous nous sommes regroupés en un comité de résidents pour faire aboutir ces revendications, appuyés en cela par les sections syndicales du centre de tri. Ce comité est provisoire et nous envisageons la réunion d'une assemblée générale des résidents pour élire un comité définitif... »

vie syndicale

CFDT :

Face au plan d'austérité quelle unité d'action ?

Au cours d'une conférence de presse, tenue vendredi à l'issue de la réunion du bureau national de la CFDT, M. Pierre Hureau, secrétaire confédéral de la CFDT, a indiqué que sa confédération avait mis au point un plan revendicatif qui doit intégrer « la réduction des inégalités et le pouvoir d'achat, les problèmes de l'emploi, des conditions de travail, des libertés syndicales et l'indemnisation de la sécheresse ».

Sur ce dernier point, il a précisé que la CFDT proposait comme financement un impôt sur le capital, la récupération des profits exceptionnels tirés de la sécheresse par certaines entreprises et une contribution exceptionnelle des revenus annuels supérieurs à 240 000 F.

Comment engager la lutte sur ce plan revendicatif ? La CFDT se montre ambitieuse. Il s'agit, explique Hureau, « d'élargir la mobilisation aux 15 millions de travailleurs français » alors que les actions « dans le meilleur des cas et au niveau national » n'ont réussi jusqu'alors « qu'à mobiliser un million de salariés ».

Quelles propositions concrètes ? Le bureau national de la CFDT propose à la CGT d'appeler ensemble leurs fédérations respectives à « agir unitairement sur des objectifs revendicatifs concrets et négociables ».

Dans une lettre à la CGT, il propose une rencontre au début de la semaine prochaine afin de « préciser les axes revendicatifs communs permettant à leurs fédérations d'agir ensemble dans la première quinzaine d'octobre ».

S'agit-il d'objectifs « modestes » ou « limités » ? Les mots d'ordre généraux répondant au chômage et à la hausse des prix sont-ils « abstraits » et « non négociables » ? Est-ce fédération par fédération qu'on peut faire peser le rapport de forces d'une riposte unitaire face au plan d'austérité du gouvernement Barre, et mobiliser 15 millions de salariés ?

La question méritait d'être posée.

F.L.



Elections professionnelles

Citroën-Rennes : Les élections des délégués du personnel (12 000 salariés) qui ont eu lieu les 8 et 9 septembre ont donné 32 sièges à la CFT et un à la CGT, dans les deux collèges, annonce la direction. En pourcentage, la CFT obtient 56,06% des voix, la CGT 3,30% et FO 1,93%.

Mines : Aux dernières élections professionnelles dans les mines (charbon, potasse, fer, ardoise, uranium, pétrole, etc...) la CGT demeure entête avec 64,5% des voix (contre 66,1% en 1973). La CFDT qui dépasse pour la première fois la CFTC vient ensuite avec 14,15% des voix (plus 3,05% par rapport à 1973). La CFTC obtient 13,80% des voix (14,8% en 1973).

A Antenne 2

Débat sur le travail féminin

« Aujourd'hui Madame » est une émission de l'après-midi. Seules les femmes au foyer peuvent la regarder. C'est pour elles qu'elle est faite, et plusieurs millions de femmes au foyer s'y reconnaissent depuis 6 ans. Les thèmes et les sujets débattus sont proposés par les téléspectatrices qui écrivent, certaines seront sélectionnées pour participer à l'émission. Maigre compensation pour des millions de femmes qui sont exclues de toutes vie sociale et politique, « Aujourd'hui Madame » sort les femmes de leur cuisine pendant 56 mn, souvent pour mieux y retourner.

Dans l'émission d'hier, on sentait un vent nouveau mais vite récupéré. On sentait la volonté des travailleuses d'en finir avec les conditions d'exploitation qu'elles subissent sous la poussée des luttes de femme. Jeannette Laot et Christiane Gilles ont parfaitement su remettre à leur place quelques représentants patronaux du plus bel échantillonnage déclarant l'air naïf et niais « mesdames je n'y comprend plus rien ! » quand elles dressaient un tableau sans appel des inégalités entre hommes et femmes dans le travail : les différences de salaires pour les mêmes postes de travail, les différences de conditions de travail « soi-disant que les femmes préfèrent les travaux monotones » alors qu'on ne leur offre rien d'autre. Des chiffres parlant : de 4 à 46 % de l'écart de salaire entre hommes et femmes dans le secteur tertiaire.

Beaucoup d'exemples concrets racontés, « je faisais le même travail que les hommes mais je touchais 25 % de salaire en moins »

Les conditions de travail dans le textile décrites par Jeannette Laot « à 40 ans les femmes sont des vieilles dans cette branche »

« Dans la fonction publique les salaires sont rigoureusement les mêmes entre les deux sexes, mais l'on trouve beaucoup plus de femmes dans les postes subalternes » (Françoise Giroud)

Beaucoup plus de femmes chômeuses que d'hommes etc... Là où, le bât blesse, c'est d'avoir eu dans cette émission l'illusion d'une Françoise Giroud « porte parole » des femmes, se permettant avec sourire et une démagogie puante de se solidariser par moment avec les représentantes syndicales contre les représentants du patronat décidément trop bovins et niant les évidences y compris en chiffres avec une mauvaise foi magnifiquement patronale.

Ce n'est qu'à la fin de l'émission que le débat réel commençait à se faire jour.

Qui est le responsable « il ne faut pas voir d'un côté les horribles patrons et de l'autre les ouvriers il y a un problème de société... » Giroud et Jeannette Laot lui répondant « enfin quand même qui est responsable du chômage, c'est le patronat ! », « C'est le patronat qui

a le pouvoir, les syndicats n'en ont aucun ».

Là où le débat s'amorçait, où l'on sortait d'une discussion descriptive où notre chère ministre pouvait à la limite faire preuve d'un féminisme à toute épreuve, là l'émission s'arrête.

La seule perspective offerte le fut par Jeannette Laot « Il faut se battre pour la réduction du temps de travail pour les hommes et pour les femmes pour leur permettre d'assumer correctement leurs responsabilités familiales et donner du travail aux chômeurs »

Comment les femmes doivent lutter contre toutes les discriminations dont elles sont l'objet ? Ce n'est certainement pas « Aujourd'hui Madame » qui nous le dira.

Jeanne Vandale

Contre Super-Phénix

Préparation de la journée nationale du 18 septembre

Dans le cadre de la journée nationale d'action contre Super-Phénix ; des manifestations sont prévues dans de nombreuses villes. Nous publions le communiqué qui nous est arrivé de Grenoble.

Nous rappelons que toutes les associations écologiques, partis, syndicats sont conviés à se constituer en « comités Malville » et à prendre des initiatives pour cette journée.

Compte tenu des dangers extrêmes que fait encourir pour les travailleurs, les populations et l'environnement, la construction du surgénérateur nucléaire « super-phénix » à Malville dans le nord du département.

Compte tenu des propositions de journées nationales d'action les 17 et 18 septembre faites après la coordination Rhône Alpes des comités Malville le 31 juillet dernier.

Les organisations et associations sous signées appellent à une grande manifestation pacifique le vendredi 17 septembre à partir de 17 heures 45, place Notre Dame, sur les objectifs suivants :

information contradictoire largement diffusée sur le nucléaire en général et Malville en particulier, avec droit à la parole de toutes les parties prenantes de la lutte contre Super-Phénix.

Suspension de la construction de Super Phénix

Association pour la protection des populations et de l'environnement de la région grenobloise. Association pour la sauvegarde des sites de Malville et Bugey. Association pour la sauvegarde du site et la protection de l'environnement sur le plateau de Villars de Lans. Comité Malville de Grenoble. Comité universitaire et Scientifiques grenoblois pour l'arrêt du programme nucléaire. Groupe écologique de Grenoble. Culture et Liberté. CFDT-Rhône Poulenc- Pont de Claix. CFDT Sogréah. CFDT télémeccanique Grenoble et Crolle. Parti Socialiste Unifié. Ligue Communiste Révolutionnaire. Collectif libertaire. Organisation Communiste Révolution. Vérité Rhône Alpes.

les temps modernes

2 ANS DE PRISON POUR J.L. STOTE

Pour témoigner son opposition à la guerre et à la violence, Jean Luc Stote, membre d'Insoumission Collective Internationale, a refusé de faire son service militaire.

L'armée l'a arrêté pour le faire juger par le Tribunal Permanent des Forces Armées de Metz (Moselle). Parce qu'il refuse d'apprendre à tuer, Jean Luc risque deux ans de prison. Venez lui témoigner votre soutien à son procès qui aura lieu prochainement à Metz.

En attendant, pour le soutenir, écrivez-lui :

Jean Luc Stote, N° 7496 D 12, Maison d'arrêt Maurice Barrès, BP 1071, 57038-Metz Cedex et témoignez-lui votre solidarité en écrivant au :

Président du Tribunal Permanent des Forces Armées 31, rue de Cambout, 57000-Metz

Comité de soutien à JL Stote Guy Weisse 5, rue Taison 57000-Metz

B. KUGLER, INSOUMIS, A ENTAMÉ UNE GREVE DE LA FAIM

Bertrand Kugler, insoumis détenu à la prison de Metz a entamé une grève de la faim, et ceci depuis le 31 août. Selon ses amis il est prêt dans cette phase de lutte à aller jusqu'au bout de ses forces.

Le comité de soutien à Bertrand demande à ceux qui veulent faire quelque chose pour soutenir cette lutte, d'écrire à M. Resnikov, président de la TPFA de Metz, 57 000 Metz, en exigeant la libération immédiate.

Pour tous contacts avec le comité de soutien lui-même il faut écrire à M.P. Adville, 37 rue du Contrat-Social, 76 000, Rouen.

BOMBES MENAGERES

Les cocottes minutes de marque SEB fabriquées avant 1955 et d'autres cocottes du même type ont été interdites à la vente et à l'utilisation pour le journal officiel. Ces cocottes dont le couvercle est fixé par trois rivets peuvent, en cas de vieillissement du métal se transformer en bombes ménagères, puisque la rupture simultanée des trois points de fixation peut entraîner la projection du couvercle. C'est à la suite d'un accident de ce type que la décision a été prise. Attention dans les chaumières !

JOUER AVEC DES ALLUMETTES

A l'approche de la rentrée des classes, deux enfants de 9 ans sont rentrés dans le terrorisme anti-scolaire. A Calais, ils ont mis le feu à une école maternelle, l'incendie a détruit les trois salles de classe qui devaient accueillir 65 élèves. C'est l'heure des brasiers, comme on dit...

Un pirate de la pop à Bordeaux

A Bordeaux, depuis deux ans, une station de radio émet des programmes de musique ininterrompue — de la pop surtout — sans publicité ou commentaires pédants. Concurrence à RTL, Europe 1 et France Inter...

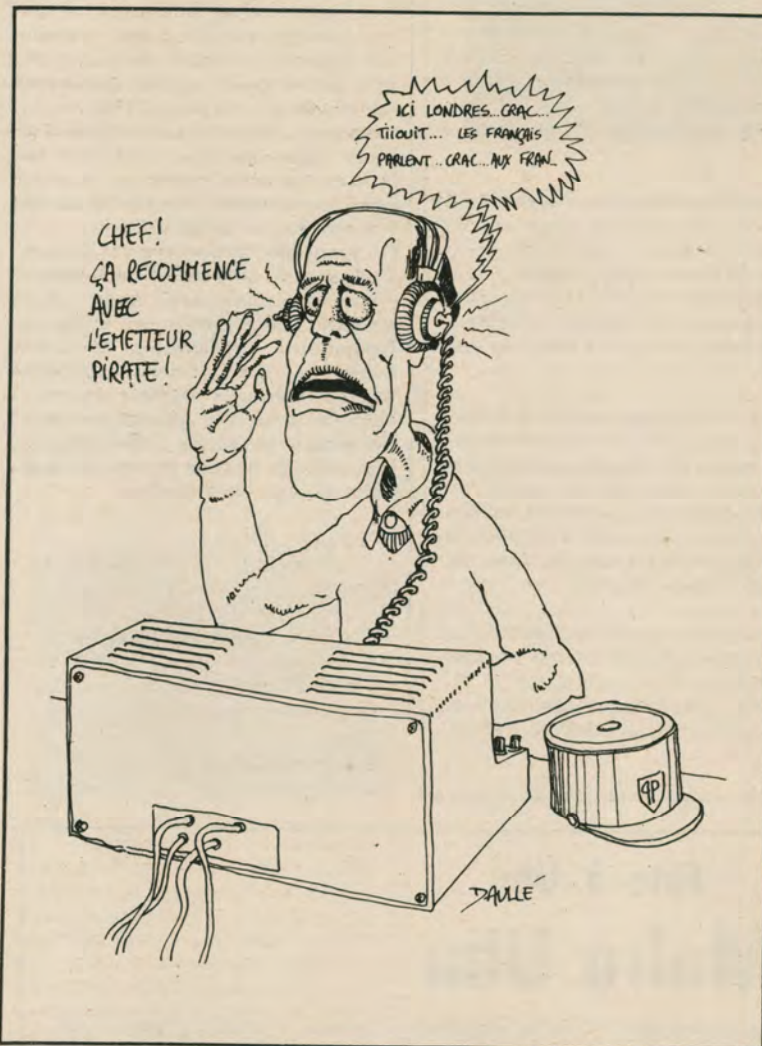
Pirate, qu'ils disent à la police. Infraction à la loi sur le monopole. Après l'éclatement et la privatisation de l'ORTF et l'installation de radios-commerciales, établir des stations radios privées reste interdit. C'est là un moyen de communication de tout premier ordre dont les particuliers — et les partis politiques — sont privés pour le respect d'un « monopole » d'un nouveau genre, celui des annonceurs commerciaux et des commentateurs véreux, sans parler des promoteurs de show-bizness...

Quand un électronicien de 30 ans fait une radio « pour s'amuser », sans respecter les droits des maisons de disques, et ceux des grandes maisons des ondes, bien sûr, c'est un « pirate ».

Alors une station de goniométrie passe son temps à l'écouter et cherche à détecter le lieu d'émission. Pourtant Michel, le responsable de la station n'est pas un clandestin : il a diffusé son numéro de téléphone sur les ondes la semaine dernière et a débattu à l'antenne pendant trois heures avec ses auditeurs pirates.

Mais plutôt que d'engager le procès de la liberté des ondes, ce que veut la police, c'est s'emparer de l'émetteur lors d'une transmission, réduire au silence la radio-pirate, sans autre forme de procès. Ainsi, jeudi dernier, un réémetteur est « tombé » entre les mains de la police. Et les jours du studio seraient comptés.

Mais cet exemple est encourageant : il montre à ceux qui le veulent qu'il est possible de tenir aujourd'hui en France une radio-pirate, de briser le monopole du fric



radio-diffusé, de faire courir une camionnette de goniométrie, de donner son numéro de téléphone à l'antenne, et de continuer...

Bonnechance au pirate de Bordeaux !

P. V.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE



Nancy : festival du théâtre comique populaire

LE FESTIVAL DES AMBIGUITES

Rendons justice au festival. Par rapport aux autres manifestations du même genre, c'est celui dont le public est le plus lorrain et le plus populaire. Les années précédentes, des liens ont été tissés avec les comités d'entreprise, les syndicats ouvriers. Ce qui n'empêche pas le parisiennisme ni les ambiguïtés.

Le festival se plaint d'être pauvre et très peu subventionné (ce qui est vrai). En ce moment, une pétition circule contre « l'asphyxie de cette manifestation culturelle ». Nous ne pouvons que soutenir ce genre d'initiatives. Mais on comprend mal pourquoi toutes les troupes sont logées à l'hôtel Frantel alors que les cités universitaires ne sont pas remplies et que certaines MJC ont de la place. Quant aux loisirs off-festival, ils deviennent le privilège des seuls festivaliers. Jusqu'à présent, les troupes et le public se retrouvaient dans les bistrotts, les caveaux aménagés, etc. Cette année, on a dû juger que cette promiscuité était trop vulgaire : on a donc loué une brasserie célèbre de Nancy où les festivaliers, munis d'une

carte, peuvent se rencontrer à partir de minuit. On est entre gens du spectacle. Le dernier salon où l'on cause.

Mais la principale ambiguïté réside dans le fait qu'on invite des troupes qui participent aux luttes ouvrières ou paysannes de leur pays (Campesino, Dario Fo) et qu'on les fait jouer dans des lieux très mal appropriés.

Par rapport à cette attitude, l'association « Carré de l'Est » a décidé de faire un contre-festival entièrement gratuit en faisant venir des troupes officielles (Théâtre 4-12, Théâtre de la Jacquerie). On essaiera de faire participer les spectateurs en jouant au milieu de la foule. Pour l'instant, très peu de troupes ont accepté de venir jouer et l'Est républicain fait traîner un article depuis plusieurs jours.

Mais, il ne faut pas se leurrer. Cette « fête » n'est possible que parce que les troupes sont déjà à Nancy, logées et nourries par le festival officiel.

Y. C. Correspondant Nancy

Dario Fo

Dieu est loin



Dario Fo

Avec Dario Fo on est d'abord étonné. Comment l'animateur d'un groupe de théâtre militant peut-il commencer son spectacle sur la mode du cours magistral. Il a créé le collectif milanais « la Commune », il était présent sur les places, dans la rue et les manifestations. Son spectacle s'est intégré aux luttes. On l'avait découvert en France avec le *Mystère Bouffe* à Chaillot en 1974. Et puis il s'adresse à nous en commençant par raconter l'histoire de la poésie, du chant et du théâtre.

Très vite, pourtant tout devient clair. Il nous montre que l'art est créé par le peuple et volé par la classe dominante. Il cite des exemples, devient drôle et caustique. Le mime, les onomatopées, quelques chants suffisent à transformer cet homme en une multitude, vivante et révoltée. Un avocat anglais réussit non seulement à sortir un violeur de prison, mais il y envoie sa victime. Elle a « provoqué » le viol. Le pape, grand féodal, rencontre le Christ qui le reçoit avec un coup de pied au cul. La critique de l'église est à fleur de peau.

Nous n'avons donc pas assisté à un cours magistral, mais à un pamphlet qui, empruntant les techniques des jongleurs du moyen-âge et de la comédia dell'arte, fait mouche. Dario Fo est un militant, il se veut faire comprendre. Il est dans la lutte. Une seule fausse note : le festival et le public qui l'accueillent n'habitent pas dans le même monde.

Teatro Campesino

Mythe et lutte

La pièce que présente la troupe américaine s'appelle « la tente des opprimés » et raconte la vie d'un mexicain qui émigre aux USA pour chercher fortune. Toutes les péripéties de sa vie nous sont contées, depuis le passage clandestin de la frontière, à l'exploitation des Chicacos ouvriers agricoles. La pièce ne raconte pas seulement — avec un humour perçant, tant visuel que de langage — les épisodes de la vie d'un Chicano, ses malheurs, ses joies et ses angoisses, mais, bien au-delà, elle fait la liaison entre le passé et le présent, en montrant la cause de la misère et de l'exploitation.

Ainsi les comédiens du Teatro Campesino cherchent une identification collective avec leur peuple. Dépassant la religion catholique officielle, ils reprennent les anciens mythes aztèques en leur donnant un contenu de lutte : les géants sont les impérialistes et le frère fils du dieu est ce peuple qui se défend avec si peu de moyens.



Ridiculous Theater

Des américains gaulois

Le travail de cette troupe américaine, fondée en 1967, se veut un retour à une tradition vivante, démarche contraire à celle du théâtre de boulevard, quand bien même se pare-t-il de prétextes intellectuels. Ludlam, le fondateur de la troupe, en réinventant la mode du travesti, du rock en costume pailleté, veut renverser les tabous, les valeurs morales.

En ce sens son théâtre se veut politique. « *Tabou tableau* » a été joué au grand théâtre, dans des décors somptueux (salon oriental aux multiples dorures) à travers un voile donnant une sensation féérique.

L'intrigue est d'une simplicité évangélique : Madame Flora Gibbs, la patronne des bains turcs, a fait un pari avec monsieur Carabosse, le plus grand « baiseur » du monde. Si Carabosse arrive à manger plus que Flora, elle se donnera à lui. Ils se mettent à table en regardant successivement le ballet des Trois Grâces, la libération de Jeanne la Vierge des arbres lesbiens par le bon Stanislas tout en s'envoyant de la bouffe à travers la figure.

Carabosse perd. Il use alors, pour tricher, de toutes les forces de la persuasion, promet à Flora le mariage et finit par arriver à ses fins.

Carabosse : vous fumez après l'amour ?

Flora : je ne sais pas je n'ai jamais regardé.

Quelles que soient les intentions des auteurs, il nous faut dire que le propos est bien plus qu'ambigu : sous prétexte de stigmatiser les « valeurs », le Ridiculous Theater tombe dans les pires poncifs « gaulois » (ça existe aussi aux USA !) et sexistes. Et l'excuse du « second degré » est plutôt suspecte : le rire bonne conscience que certaines scènes provoquent chez beaucoup de spectateurs mâles, lui, était bien au premier degré.

Tract distribué dans les rues de Nancy.

Fête à Ubu Maire Ubu

Sous couvert d'une prétendue animation de la ville, Martin, maire de Nancy, a commencé sa campagne électorale pour les municipales. Tout un programme : Ubu roi, ce n'est pas un personnage de fantaisie, mais issu directement de la caserne à côté, avec son escorte de soldats, les camions étant fournis par l'armée.

Le personnage d'Ubu interprété par un fasciste notoire de Nancy, qui s'amusait à se dessiner une fausse moustache à la Hitler. Ses propos n'étaient pas moins provocateurs : tou-

te la situation politique y passait, filtrée par un anticommunisme de patronage : « Je vais nationaliser encore deux ou trois journaux et des autres, on fera du papier pour se torcher le cul ». Là encore, le second degré n'était pas des plus évidents !

Les moyens énormes mis à la disposition de ce spectacle par la municipalité (fanfares, camions, tenues de combat, tracts, sonos, balcon de la mairie, champagne, vidéo, etc...), laissent planer un doute : Ubu est-il à la mairie ?

**Le monde s'use : MERDE!
Tout dégénère : MERDE!
Il faut que ça cesse !**

**Pour revaloriser votre travail,
Pour assainir votre famille,
Pour recurer votre patrie**

ralliez-vous au Père Ubu!

**Vive l'esclavage,
Vive le père UBU!**

L'ordre ne règne pas à Santiago

Quelle est la situation du Chili trois ans après le coup d'Etat qui a renversé le gouvernement d'Unité Populaire ? Comment réagit le mouvement ouvrier face à la politique de terreur du régime Pinochet ? Existe-t-il ou non une résistance organisée à la dictature ?

Les informations confuses qui arrivent en général du Chili ne permettent que difficilement de se faire une opinion sur ce qui se passe là-bas. Le peu de nouvelles que publie la presse internationale se réduit la plupart du temps à signaler l'arrestation de tel ou tel dirigeant politique ouvrier, la disparition de militants révolutionnaires, le maintien d'un climat ultra-répressif. Tout concourt à donner l'impression que dans le Chili d'aujourd'hui le mouvement ouvrier régresse sans pouvoir apporter la moindre réponse, fût-elle minime, à la dictature.

Les cinéastes de RDA Heynowski et Scheueman nous présentent un extraordinaire document réalisé au Chili fin 1975 qui montre que cette image est dépourvue de réalité. Sans caricature, ils démontrent la brutalité du système instauré par la dictature de Pinochet, la vie quotidienne sous le fascisme et surtout la réaction surprenante des secteurs ouvriers, des habitants et même des passants des rues centrales de Santiago à la situation. Heynowski et Scheueman détruisent deux illusions : celle de la résistance « spectaculaire » et celle de l'ultra-pessimisme que suggèrent les informations provenant du Chili.

Une minute d'obscurité ne nous aveuglera pas, vers d'un poème de Pablo Neruda, n'est pas le premier film de ces deux cinéastes de la RDA. Nous avons déjà vu la guerre des momies, film de qualité discutable surtout destiné à justifier les positions du PC chilien pendant l'Unité Populaire, et J'étais, je suis, je serai, qui montrait de l'intérieur l'univers concentrationnaire édifié par Pinochet, la vie et les réactions des ouvriers et révolutionnaires détenus et torturés par la junte.

Une minute d'obscurité ne nous aveuglera pas, un film de Heynowski et Scheueman

Cette fois-ci encore, les deux cinéastes ont réussi à tromper les fonctionnaires de la dictature jusqu'à les mener à leur faciliter les choses, ils sont entrés dans le pays avec de faux papiers qui les faisaient passer pour des journalistes de « la bonne Allemagne ». Mais pour cette fois ils ont aussi pu compter sur une aide décisive de cinéastes et de militants chiliens à la fois technique : caméra et prise de son, et politique : ils ont pu franchir les portes du monde non-officiel, du monde des victimes de la minute d'obscurité.

Un tableau exact de la brutalité fasciste

La dictature se sent isolée dans un monde hostile : il a suffi aux cinéastes de feindre « un tout petit peu de compréhension » pour la politique anti-communiste de la junte pour voir toutes les portes s'ouvrir devant eux. De nombreux responsables du régime se sont ingénument offerts pour expliquer aux journalistes qu'ils ne semblent avoir d'appui à l'extérieur que de la part de petits groupes d'inconditionnels des Lefevre et des Soljennitsyne. Ainsi voit-on un responsable du ministère des affaires étrangères heureux de rencontrer enfin quelqu'un à qui parler de la « campagne canaille » qui est orchestrée à l'étranger et à qui montrer sa collection de livres édités à l'étranger « contre le Chili » qu'il gardait dans l'espoir qu'un journaliste vienne enfin enquêter sur ce qui se passe réellement au Chili.

Il suffit de la leur faire « à la confiance » pour que les fonctionnaires de Pinochet se confessent et tracent eux-mêmes le meilleur tableau de la férocité du régi-



Reunions d'ouvriers organisée par Hector Hugo Cuevas, fondateur de l'Union des travailleurs du Batiment, arrêté en 75 puis relâché plus tard à la suite d'une intense

me. « Nous vivons dans un monde pourri, contrôlé par le communisme international » : ainsi s'exprime le principal porte parole de Pinochet pour lequel le monde est divisé en deux camps : celui, où le « marxisme » est officiellement au pouvoir, et celui où il domine par infiltrations et grâce à des hommes d'Etat corrompus (les principaux pays d'Europe et ...les USA). Sociaux-démocrates, libéraux et démocrates de tout pelage sont des agents du communisme. Au milieu de ce cadre affligeant, le gouvernement de Pinochet est l'unique bastion où résiste le monde occidental. La démocratie des régimes parlementaires conduit inévitablement au communisme déclare Pinochet à une émission de télévision pour terminer en déclarant : « je mourrai, celui qui me succédera mourra et ce n'est pas pour ça que l'on va faire des élections dans ce pays... » et il ajoute lors d'une « manifestation spontanée », à laquelle il arrive bien sûr avec un discours tout écrit : « nous n'avons pas pris le pouvoir pour le laisser entre les mains des mêmes politiciens qui le livreront au communisme... »

camps de concentration pour leur jeter leur cynisme à la figure.

Les auteurs du film vont aussi dans la rue. Ils retiennent des passants pour leur demander leur sentiment sur la situation. Et à leur propre surprise les passants commencent à parler contre la dictature sans tenter de se cacher le visage. Chaque entretien dans la rue se transforme en un petit meeting d'opposition à la dictature. Des hommes, des femmes, parlent de la situation de misère, de la terreur que tentent d'installer la police et les forces armées. Un jeune homme se plante devant les caméras pour dire : « allez raconter en Allemagne qu'ici nous n'avons rien à manger, que quand nous cherchons du travail nous trouvons des queues de centaines de personnes qui tentent d'obtenir le même emploi » et un autre : « venez filmer les sorties des marchés où les femmes doivent ramasser les déchets pour rapporter de quoi nourrir leurs familles ».

Les cinéastes filment aussi la réaction des ouvriers face aux responsables de la dictature. Invités par le ministre de l'inté-

rieur qui voulait leur montrer que le gouvernement entretient « d'excellentes relations avec les ouvriers », ils filment la visite de celui-ci dans un chantier et les réactions de travailleurs qui loin de se censurer interpellent le ministre sur la situation de misère qu'ils connaissent, protestent contre l'immunité des patrons qui licencient des centaines d'ouvriers sans leur payer d'indemnités, se moquent d'un ministre qui ne trouve rien à leur répondre, lui marquent en gestes le mépris en lequel ils le tiennent quand il s'en va.

Le film montre enfin comment les travailleurs s'organisent et comment ils protestent contre la dictature, comment ils utilisent les contradictions d'un régime qui n'a toujours pas les moyens de détruire complètement le syndicalisme semi-légal qui va en se développant. Ils ont pu filmer de nombreux meetings d'ouvriers réunis contre la loi du travail qu'a tenté de promulguer la dictature et qui a finalement été retirée devant les protestations. Une longue séquence est consacrée aux débats d'un congrès national des ouvriers du bâtiment où les vieux militants ouvriers expliquent aux plus jeunes comment « une minute d'obscurité ne les aveugle pas », comment l'unité de la classe est nécessaire : « les patrons ne commettent jamais l'erreur de créer deux syndicats parallèles, nous autres nous ne pouvons nous permettre le luxe de diviser nos forces... », comment enfin les principaux dirigeants dénoncent la misère et la terreur. C'est donc un film à voir, un film qui prouve que l'ordre ne règne pas totalement à Santiago.

La Résistance

Cependant le film montre principalement les réactions à cette situation. Les proches des militants détenus ne sont pas à l'extérieur du pays, les cinéastes les rencontrent dans un local religieux en plein centre de Santiago. Là, sous des panneaux dénonçant la torture et l'absence de libertés, les femmes parlent à visage découvert et donnant même leur nom, de l'activité de la DINA, cette police ténébreuse qui surveille leur activités jour et nuit sans jamais parvenir à les arrêter. Le film nous montre des femmes interpellant face à face les directeurs des

télévision

SAMEDI 11 SEPTEMBRE

TF 11

14.25 Samedi est à vous
18.30 Bozo le clown
18.40 Six minutes pour vous défendre
18.45 Magazine auto-moto
19.20 Actualités régionales
19.45 Le village englouti (feuilleton)
20.00 Journal
20.30 Les magiciens (variétés)
21.35 Matt Helm (série)
22.05 Music Story
...ou plutôt drugstory : Georges Jouvin. Et sa trompette endort.
22.55 Journal

A 2

18.00 Dessin animé
18.15 Les 15/25. La rentrée
comment prolonger ses vacances ?
m'en parlez pas !
18.25 Caméra au poing : dans les profondeurs de la terre
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.40 Bonjour Paris (feuilleton)
20.00 Journal
20.30 Le comédien
C'est une pièce de Sacha Guitry, le recordman du « bon mot-esprit français »
22.10 Spécial Al Jarreau
Une voix étonnante au service d'un jazz-rock plus original que la moyenne
22.40 Journal

18.15 Breizh o veva
pour la région de Rennes et de Nantes
18.45 Pour la jeunesse : Tintin
19.05 Magazines régionaux
19.20 Actualités régionales
19.40 Un port, un événement : le Verdon
19.55 Flash Journal
20.00 Cavalcade
20.30 Fra Sylvere

22.55 Journal

DIMANCHE 12 SEPTEMBRE

TF 1

15.45 Direct à la une
athlétisme : France Finlande
17.35 La justice du pendu (film TV)
18.45 Les jours heureux
19.15 Les animaux du monde
19.45 Journal
20.30 Le chat (1970)
de Pierre Granier Deferre. Comme un film des années quarante qui aurait voulu : scénario et acteurs, dialogues et réalisation, vieilliss.
21.55 La France des années 30 (2)
22.55 Journal

A 2

17.50 Dimanche en fête
18.55 Stade 2
19.30 Jazz Averty
eubie Blake
A 90 ans passés, la mémoire du rag time au bout des doigts.
20.30 Jeux sans frontières
22.05 La dynastie des Forsyte (feuilleton)
23.05 Journal

FR 3

20.30 Laurel et Hardy
20.50 Bolivar, libérateur d'un nouveau monde
21.45 Le court métrage français
22.15 Journal
22.30 Cinéma de minuit : cycle italien
Salvatore Giuliano (1961) de Francesco Rosi. Autour de l'assassinat du célèbre bandit sicilien, jeux politiques et machinations de la Mafia. Un film très important de l'auteur de Cadavres exquis.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM

PRENOM

ADRESSE : RUE

N° VILLE

CODE POSTAL

PERIODE CHOISIE : Du Au

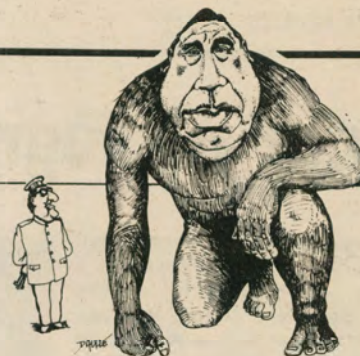
TARIFS
FRANCE 1 mois 40 F 2 mois 60 F
ETRANGER 65 F 100 F
AVION : écrire au journal

AU CINEMA LA CLEF A PARTIR DU 15 DE CE MOIS.



Il y a trois ans le coup d'état de Pinochet

N'OUBLIONS PAS LE CHILI



On a beaucoup écrit depuis lors sur le coup d'Etat chilien, sur l'échec du gouvernement d'Unité populaire qui fut, une fois de plus, l'échec de l'impossible transition graduelle et pacifique au socialisme; d'une transition qui, dans un cadre général de collaboration de classe, et au moyen de réformes graduelles, verrait les organisations ouvrières prendre petit à petit, les leviers de commande de l'Etat, c'est-à-dire de l'instrument essentiel par lequel la bourgeoisie maintient son pouvoir, sa domination...

Pour les partis regroupés au sein de l'Unité populaire chilienne, avant tout le parti communiste et le parti socialiste, une telle stratégie était possible, s'imposait même, puisque le Chili était un pays de vieille tradition démocratique et parlementaire. Il fallait donc utiliser tous les mécanismes et les ressorts de cette tradition instaurée par la bourgeoisie pour asseoir son pouvoir, tradition qu'elle pouvait par conséquent difficilement renier ou détruire sans graves dommages pour elle-même. Le coup d'Etat n'a malheureusement pas balayé de telles illusions puisque, dans un cadre différent et malgré le prix de la défaite, c'est la même stratégie que continuent de défendre le PC chilien et l'essentiel des forces qui composaient l'UP. Une stratégie qui ouvrait une voie royale à ceux qui, dans l'ombre ou à visage découvert, ont patiemment préparé le 11 septembre 1973.

A cet égard, l'énorme rapport que vient de publier le Sénat américain « Covert action in Chile, 1963-1973 », rapport qui analyse l'ensemble des activités de l'impérialisme américain au Chili en liaison

avec les partis bourgeois chiliens est fascinant de précision et de clarté.

Outre la confirmation que c'est par centaines de millions de dollars que l'impérialisme a « investi » dans la préparation du coup d'Etat, on y apprend que c'est dès septembre 1970, c'est-à-dire dans les jours qui ont suivi l'élection d'Allende, que les « fonctionnaires américains (...) » reçurent l'instruction d'essayer de gagner de l'influence au sein de l'armée chilienne et, plus généralement, de soutenir ses activités...

Dès cette époque donc, les premiers jalons de la préparation du coup d'Etat étaient posés. Dès cette époque, en liaison avec l'impérialisme américain, des secteurs importants de la bourgeoisie chilienne se préparaient à détruire les traditions et les institutions démocratiques et parlementaires... puisqu'elles n'étaient pas les plus efficaces dans la nouvelle conjoncture.

Dans le même temps, c'était au nom du respect de la « légalité » et, afin de ne pas effrayer cette bourgeoisie, que l'UP multipliait concessions et reculs. Pour mieux asseoir son pouvoir, elle tentait obstinément de négocier sa politique avec les dirigeants démocrates-chrétiens qui, eux aussi, participèrent à la préparation du coup d'Etat, ainsi qu'avec la hiérarchie militaire...

Qui ne se souvient dans ce cadre des gages répétés de légalisme donnés par Pinochet et ses acolytes aujourd'hui au pouvoir à Salvador Allende?

C'était aussi pour n'effrayer personne et pour respecter la « légalité » que l'UP fit tout ce qui était en son pouvoir pour freiner et

canaliser dans le sens de sa politique de concessions et de collaboration l'impétueuse mobilisation des travailleurs et des masses chiliennes qui se développa à partir de 1971.

De ces mobilisations, et sous l'impulsion des secteurs les plus combattifs et les plus avancés du prolétariat chilien commencèrent à surgir des structures alternatives et encore embryonnaires de pouvoir. Les multiples comités de quartier, les « commandos communaux », les « cordons industriels » ou une assemblée populaire comme celle de Concepcion indiquaient de façon confuse quelle était la voie à suivre.

Multipliées, développées, centralisées, produit de la radicalisation des masses et s'appuyant sur elles, ces structures auraient pu devenir la

base d'un véritable pouvoir alternatif des travailleurs, d'un double pouvoir face à celui toujours puissant et bien réel que continuait à exercer la bourgeoisie à travers l'ensemble de ses institutions. Accepter cela signifiait pour l'UP renier l'ensemble de sa stratégie. C'était renier sa politique de négociation et de concession. C'était choisir un affrontement inévitable... que pourtant ses adversaires préparaient activement.

S'y opposer comme elle le fit, en faisant tout pour réduire la mobilisation des masses en un instrument de sa politique, en un atout pour obtenir quelques concessions de ses interlocuteurs bourgeois était dans la logique de son orientation.

Ce faisant, elle illusionnait les

travailleurs et les désarmait face à l'offensive de la réaction. Elle affaiblissait chaque fois plus son propre pouvoir fondé sur une stratégie impossible et facilitait la tâche de ceux qui préparaient le coup d'Etat.

L'aube du 11 septembre 1973, qui vit les travailleurs chiliens peu mobilisés, désarmés, isolés dans leurs quartiers, bouclés ou retranchés dans leurs usines encerclées fut l'aboutissement de cette politique.

Tant les échéances de la lutte de classe en Europe, de l'Italie à l'Espagne ou du Portugal à la France, que les nécessités d'une solidarité renouvelée avec les camarades chiliens nous interdisent de l'oublier.

Jean Pierre Beauvais

TRIBUNE

Contre révolution au Chili Contre révolution en Amérique Latine

Il y a trois ans ce 11 septembre qu'eut lieu le coup militaire chilien. Le Chili vit aujourd'hui une situation de contre-révolution dans laquelle le grand capital industriel chilien, l'impérialisme nord-américain et l'Etat-major des Forces armées nationales répandent la répression la plus violente et imposent l'état d'exception le plus dur qu'on ait connu en Amérique latine dans les dernières décades.

La crise structurelle - économique, politique et idéologique - avait pris son caractère le plus aigu sous l'Unité populaire; les classes dominantes chiliennes tentent de la résoudre par la contre-révolution (...).

Contre-révolution, surexploitation sont aujourd'hui parties intégrantes du même problème: la crise actuelle du capitalisme dépendant chilien et latino-américain, qui aiguise et qui aigrit la lutte de classe à l'extrême.

La lutte de Résistance populaire chilienne s'appuie sur un peuple organisé, et les formes de cette organisation sont les Comités de résistance. La lutte se donne pour but le renversement de la dictature et la création des conditions qui permettent une transition continue jusqu'à la révolution prolétarienne. La lutte prend des formes légales, semi-légales et clandestines, combinant la lutte politique et militaire, la lutte sociale et économique. Cette lutte devrait permettre le plus rapidement possible la constitution du Front politique de la résistance, au sein duquel la gauche doit réaliser une alliance large et solide autour du programme de la résistance. Il est aujourd'hui impératif de renforcer au Chili la politique d'accord au sein de la gauche afin de construire, à partir de là et à court terme, ce Front.

Rassembler ses forces en fonction des objectifs populaires et prolétariens et non pas pour être utilisées par une fraction bourgeoise ou l'autre: voilà un des problèmes dont la gauche et le mouvement de masse doivent être conscients. Ni Frey ni un autre ne peuvent être aujourd'hui des démocrates conséquents; ils font parti intégrante des forces qui déclenchèrent le coup d'Etat; ils tentent aujourd'hui, avec des divergences avec la fraction hégémonique de la bourgeoisie, de renforcer le capitalisme chilien; demain ils chercheront à imposer « leur » modèle de capitalisme au peuple.

Le MIR ne sous-estime pas les accords temporaires avec les fractions bourgeoises qui ont aujourd'hui des divergences avec la dictature, mais nous sommes conscients que ces divergences se développent dans le camp des classes dominantes, c'est-à-dire autour d'un modèle ou d'un autre d'exploitation capitaliste.

Les alliances au sein du peuple, autour du programme de la résistance, et organisées et dirigées par le Front politique de la résistance.

Les alliances au sein du peuple se font autour du programme de la résistance et sont organisées et dirigées par le Front politique de la résistance; les accords, se font autour de

plateformes démocratiques et des libertés démocratiques, les droits de l'homme, les droits syndicaux, etc.

On ne peut comprendre la situation chilienne si on ne regarde pas au-delà de nos frontières politiques. L'Amérique Latine vit aujourd'hui une situation de contre-révolution prolongée. La contre-révolution a été la plus forte là où la classe ouvrière avait été le plus loin: au Brésil, en Uruguay, au Chili, en Bolivie, et en Argentine: ces pays ne sont pas des maillons isolés de la chaîne, mais ceux où la crise avait été la plus large et la plus profonde (...).

La force fondamentale de la lutte du prolétariat latino-américain sera la classe ouvrière industrielle et urbaine, et ses luttes fondamentales se dérouleront dans les grandes villes. Mais cette lutte aura un caractère national, avec une alliance large entre le prolétariat, le sous-prolétariat, la paysannerie et l'ensemble des classes et des couches exploitées, sous l'hégémonie et la direction de la classe ouvrière.

Cette lutte combinera des formes clandestines et ouvertes, politiques et militaires, économique et idéologique, en fonction de la période et du rapport de forces.

Le défi que la classe ouvrière, le peuple et les révolutionnaires doivent lancer aujourd'hui en Amérique Latine est le suivant: développer la lutte contre la dictature militaire gorille, ouvrir la voie, au moment de la chute de ces dictatures, à la lutte pour la révolution prolétarienne, en insistant dès aujourd'hui sur le caractère consécutif de ces deux moments et objectifs.

L'alliance politique des révolutionnaires du Cône sud et de l'Amérique latine est impérative, c'est une des conditions essentielles du développement de la lutte. Aucune victoire isolée ne sera solide; il n'y aura pas de nouvelles victoires comme la révolution cubaine; dès les premiers moments la lutte et les directions révolutionnaires devront compter sur le caractère continental de l'affrontement, même si le développement sera inégal entre les différents pays.

A l'offensive continentale de la réaction il faudra opposer la résistance active de la classe ouvrière et du peuple et le développement de la contre-offensive populaire et révolutionnaire. Aujourd'hui plus que jamais la consigne du Che est claire: la lutte est continentale.

Patricio Rivas H., membre du Comité central du Mouvement de la Gauche révolutionnaire chilien (MIR)

9 septembre 1976

Par manque de place nous avons été obligés de réduire cette tribune sans pouvoir consulter préalablement les camarades du MIR. Nous nous en excusons et pensons néanmoins ne pas avoir altéré leur analyse politique.

La rédaction

Extraits d'une déclaration de la Ligue communiste chilienne
(organisation sympathisante de la IVème Internationale)

A LA CLASSE OUVRIERE ET AU PEUPLE

1. La dictature militaro-fasciste est au pouvoir depuis trois ans. Trois ans durant lesquels la classe ouvrière et le peuple chilien ont connu la répression politique et économique la plus brutale de leur histoire. La réalité actuelle du Chili est faite de misère, de faim et d'oppression.

Alors que les tyrans au pouvoir s'auto-intitulent les « chevaliers de la liberté », les droits humains les plus élémentaires sont violés systématiquement.

Alors que Pinochet parle quotidiennement de reconstruction nationale, les masses populaires chiliennes sont attaquées quotidiennement dans leurs conditions d'existence, reçoivent des salaires misérables, sont victimes du chômage et de l'inflation.

Après trois ans de gouvernement, la tyrannie n'a rien de positif à présenter (...).

2. Cette réalité que personne ne peut nier ni cacher a produit un phénomène massif de rejet de la dictature de la part de larges secteurs de la population, victimes directes de la politique criminelle des militaires. La tâche de la période est l'organisation du mouvement de résistance populaire.

Il s'agit de créer un puissant front d'unité anti-fasciste qui regroupe autour de la classe ouvrière l'ensemble des masses populaires sur la base d'un programme de lutte conséquent et classiste, qui ferme la porte aux illusions que développe toujours le réformisme (...).

Une chose est d'accumuler des forces pour frapper la dictature partout où cela est possible et une autre est de subordonner cet objectif à l'indépendance politique du prolétariat.

3. Cela est possible sur la base d'une compréhension correcte des leçons de la défaite de 1973, notamment, la nécessité de construire le parti révolutionnaire capable de conduire les masses dans la lutte contre la dictature et pour leur émancipation définitive.

La Ligue communiste du Chili a participé activement aux combats du peuple contre la tyrannie.

Au même moment elle s'est engagée dans la tâche stratégique de construction du Parti révolutionnaire - la tâche est gigantesque, mais inévitable.

- Construisons le Front de l'unité anti-fasciste

- Construisons le parti révolutionnaire des travailleurs chiliens
Pain, liberté, socialisme

Ligue Communiste du Chili
Santiago du Chili Septembre 1976